

La Gueule ouverte



Combat Non-violent

Hebdomadaire d'Ecologie Politique et de Désobéissance Civile

ARGENTINE 78

ALLEZ LA FRANCE!



R. DA SILVA 1978

Mundial en Argentine: Ça va saigner!



Dans quinze jours, nos « petits » footballeurs vont partir en Argentine disputer la Coupe du Monde sur terrain glissant, vu le sang. Dans l'ensemble, les opinions publiques se taisent et la presse approuve. Comme en 36 à Berlin. Les footballeurs vont s'expliquer à côté des camps de concentration et des

chambres de torture. Les partis de gauche, le PCF surtout, laissent faire. Le meilleur des mondes est en marche. (nos dessins, celui de la couverture et celui de Cabu, sont extraits d'un album pour le boycott de la Coupe du Monde, à commander au COBA, 14 rue de Nanteuil 75015 Paris)

● N + 1, ça rebondit...

Mon intention n'est pas de voir figurer cette lettre dans la rubrique « Courrier des lecteurs », mais plutôt de poser quelques problèmes à partir desquels je pense qu'il serait bon d'ouvrir le débat. Hum... Quelque chose me dérange dans la G.O. depuis maintenant 2 ans que je la suis avec attention. La bouffe-bio, d'accord j'ai rien contre ; Attention Indécence, très bien ; le nucléaire, parfait. Mais il me semble que quelque chose ne va pas : peut être une autosatisfaction, une assurance de détenir le bon savoir et de mener la bonne lutte. En un mot pas tellement de remise en question (remarquez, je me trompe peut être complètement!). Et les conséquences de cela est peut être que la lutte antinucléaire commence à mon avis, à stagner. De plus je constate avec effarement que des problèmes très importants sont passés sous silence. Je veux parler de la faim dans le monde. Bien sûr, l'analyse qu'en font les écologistes (quant aux causes), et notamment René Dumont, est cohérente. Mais en ce qui concerne les moyens de lutte, rien a été fait qui ait eu, par exemple, l'ampleur du mouvement antinucléaire. Et dans la G.O. on parle beaucoup plus du nucléaire que de la faim dans le monde (c'est le moins qu'on puisse dire !). Qui va donc en parler ? Bien sûr, me direz-vous, la contestation antinucléaire n'est pas une contestation ponctuelle de la société, et que, au travers d'elle c'est le système économique en entier (celui là même qui affame le Tiers Monde) qui est remis en question. Encore faudrait-il le rappeler plus souvent. De là, la gêne que j'éprouve en voyant la bouffe-bio, ou le nucléaire prendre le pas sur ce problème très important et surtout pressant : 15000 morts de faim par jour ce n'est pas rien. Le moyen à employer, qui me vient le premier à l'idée serait un mou-

vement de boycott ou grève de l'impôt sur l'armée, bref désobéissance générale (grève générale) avec pour base par exemple le projet de désarmement unilatéral et reconversion en produits pour le Tiers Monde proposé par l'UPF. De telles actions ont déjà été entreprises dans les campagnes Anti-Outspan, Anti-Mundial en Argentine et peuvent nous enrichir dans la démarche à suivre. Evidemment il y aura des obstacles : les mêmes que nous rencontrons dans la lutte antinucléaire : comment faire passer l'information, comment faire prendre conscience ? et plus encore : comment faire agir ? Ceci est donc le premier point. Nous devons également nous poser la question de savoir pourquoi la lutte que j'appellerai lutte « autogestionnaire » ou « pour l'autonomie », bref qui remet en question notre mode de vie et de production (et qui s'exprime au travers de la lutte antinucléaire, Lip ou autres), n'arrive pas à faire vraiment tâche d'huile. A mon avis, deux faits doivent être dégagés ici : D'une part : nous sommes coupés de la classe ouvrière qui pourtant



détient le pouvoir de changer quelque chose ou non. Qui sont les écologistes (j'entends par là aussi bien le « militant » que celui qui vote écolo) : en majeure partie des intellectuels, étudiants, enseignants, petite bourgeoisie libérale (et oui !!). L'élément déterminant pourtant, pour s'orienter vers une société écologiste, c'est la classe ouvrière car c'est la plus concernée par les thèmes que nous développons. L'exemple des tra-

vailleurs de Grande Bretagne qui transforme leur usine d'armement en usine pour biens utiles est édifiant à ce sujet. Voir Lip également. La lutte écologique et le combat ouvrier vont de pair. Ils ont en commun les mêmes causes et la même recherche du pouvoir réel de décider de notre avenir. Le deuxième fait est que nous nous heurtons, justement, à la propagande du pouvoir en place et à une démarche de lutte syndicale et politique qui ne tolère pas les débordements et pour qui il n'y a pas de solution hors de la délégation de pouvoir. Notre démarche étant radicalement différente, elle suscite d'autant plus les réflexes de rejet par la classe ouvrière. Il nous appartient donc d'affirmer notre originalité et surtout (en cette période d'abattement, de découragement post-électoral) de proposer l'alternative. Proposer un nouveau système cohérent de pouvoir direct. Or qui propose une telle démarche actuellement ? On peut dire que s'est formé en France un « espace radical » de l'après 68 comprenant, extrême gauche révolutionnaire, anarchistes, autogestionnaires, mouvements de femmes et de revendication de la libre sexualité et écologistes (j'en oublie) Malgré les divergences, tous ces mouvements ont en commun la volonté de sortir des normes, de souhaiter un changement révolutionnaire et de tenter de prendre l'idéologie du pouvoir systématiquement à contre pied. La gauche (PC-PS) a depuis bien longtemps cessé de remettre en question notre mode de vie et l'idéologie bourgeoise : elle propose des réformes quantitatives (smic, 40h, etc...) mais pas de fond (production, croissance, état, famille, armée, nucléaire, etc...). Même si elle tente de récupérer cet espace radical (68, l'écologie, les mvts de femmes sont autant de thèmes qui apparaissent à la une

Courrier

● Refus d'obéissance nucléaire

Je suis actuellement à la recherche de personnes qui se sont trouvés dans le même cas que moi : être licencié ou menacé de l'être pour avoir refusé d'aller travailler dans un CEA ou dans une centrale nucléaire. Voici mon cas : je fais parti depuis 5 ans d'un service après-vente en électronique pour des machines outils (tours, fraiseuses...). Jusqu'à présent je n'avais jamais eu à travailler dans le nucléaire. Au mois de janvier sans aucune information de mon entreprise, je me suis retrouvé dans un atelier de plutonium. Après un refus de ma part de retourner dans un tel lieu, j'ai reçu une lettre recommandée avec A.R. me disant que si je refusais une autre fois mon refus « sera considéré comme une entrave de votre part à l'exercice normal de votre fonction... ». J'ai contacté l'inspection du travail, on m'a répondu qu'aucun texte existait pour refuser un travail dans le nucléaire, qu'aucun dossier semblable ou mieux existait, que mon problème dépassait le cadre du travail. J'ai contacté les syndicats,

on m'a parlé de rapport de force, de mesures de sécurité, de primes... Quel appui ! Quelle est donc la position des syndicats face à l'énergie nucléaire ? Personne n'a pu me renseigner sur l'existence de textes légaux. Les seules personnes qui m'ont apportées une aide sont mon médecin du travail qui dernièrement a demandé à l'inspection du travail de regarder mon cas (j'attends les résultats...) et l'APRI avec qui je suis en contact.

Pouvez-vous par l'intermédiaire de votre journal demander si des personnes ont refusé de travailler dans le nucléaire et quelles ont été pour eux les conséquences. Mon cas n'est certainement pas le seul en France. Nous ne devons pas nous laisser licencier sans réagir. Nous avons le droit de refuser un travail qui comporte tant de risques.

Je vous remercie d'avance pour votre aide. Si vous voulez plus de détails, je suis à votre disposition.

H.B.
(écrire au journal qui fera suivre)



des hebdo PC PS). Il s'agit donc de présenter une alternative à la société. Il faut le faire de façon cohérente et crédible, surtout en multipliant les actions. Pour ce faire, il serait à mon avis souhaitable de regrouper les forces de cet « espace radical ». Non pas réaliser une unité, une sorte de parti contre nature, mais plutôt une convergence sur un certain nombre de points qui rendrait notre travail plus efficace, plutôt que de glandouiller chacun dans son petit coin. Cela permettrait en plus d'établir une réflexion, une discussion permanente qui donnerait une analyse plus riche. Mais cela aurait surtout l'avantage d'élargir notre champ d'ac-

tion et de sortir d'une certaine « marginalité », d'être entendus et d'engager des actions déterminantes pour une société radicalement différente et surtout rendre ce changement possible. Peut-être donc aux écologistes d'établir le contact pour réaliser une telle convergence. En tout cas le rôle de la G.O. C.N.V. peut être déterminant. A mon avis, c'est le moment ou jamais car nous risquons bien à ce rythme, d'assister à l'agonie du monde vivant en spectateurs impuissants. Alors, si la G.O. pouvait être le point de départ de l'alternative...

Fraternellement

LOBBY ANTINUCLÉAIRE : LE SECOND SOUFFLE

La conclusion du rapport de la Commission d'Enquête d'Utilité Publique relative à Windscale, qui s'est déclarée favorable à l'agrandissement de l'usine de retraitement des combustibles nucléaires, n'a pas été appréciée, Outre Manche, par nos homologues écologistes. Pour protester contre cette folle décision, les anglais ont organisé un rassemblement, entre Hyde-Park et Trafalgar Square, qu'une délégation d'une quarantaine de français est venue grossir, le 29 avril dernier. Catherine Decouan était là-bas et nous fait part de ses réflexions... Forte de sa présence au Royaume Uni, elle s'est ensuite rendue sur le site nucléaire de Torness, en Ecosse, où devait aboutir une marche organisée par le SCRAM (Mouvement antinucléaire écossais), les 6 et 7 mai dernier. Les différents visages de la lutte antinucléaire...

Je ne sais pas si vous êtes comme moi, mais j'adore l'Angleterre. Je lâcherais tout, même la proie, pour Londres...

(Je vous assène ce trait d'humour avec d'autant moins de scrupule que je n'en suis pas l'auteur, unfortunately).

Après dix jours d'enquête effectuée auprès des antinucléaires anglais, la Gueule Ouverte est en mesure de vous faire cette révélation exclusive : la Grande Bretagne est vraiment une île !

A Londres, voyez-vous, ça n'est pas comme à Paris : quand il y a une démonstration (c'est ainsi que les gens de l'endroit appellent les manifestations) l'ambiance est encore plus british que tous les dépliants de l'agence Cook peuvent vous en faire rêver. On est loin de cette agitation, de ces cris et de ces ornements policiers qui font la joie du trajet Bastille-République.

Combien suave le parcours Hyde Park-Trafalgar-Square, les jours où il ne pleut pas (ne jamais dire du mal du temps en Angleterre, ça pourrait être pire.)

A l'ombre de Nelson

Traditionnellement (et dieu sait si la tradition est quelque chose en Angleterre) les manifestations londonniennes aboutissent ou démarrent à Trafalgar Square, place centrale qui commémore par une colonne érigée à la gloire de l'amiral Nelson, la bataille du même nom.

Voilà un souvenir qui fait frémir les patriotes. Qu'importe. Depuis que les Prussiens, puis les Russes, ont remplacé dans nos coeurs la perfide Albion, la Grande Bretagne est passée de la catégorie «ennemie» au rayon «alliée», aussi ne nous apesantissons pas sur Waterloo et Trafalgar. D'ailleurs, l'ombre du grand amiral borgne et manchot n'a pas empêché une quarantaine de français de venir soutenir la manifestation anglaise contre l'extension de l'usine de retraitement de Windscale, le 29 avril dernier.

Très remarquée, la délégation française.

Mais n'anticipons pas.

La manifestation contre Windsca-



Photo Alan Fairlamb

le (ai-je dit qu'elle était contre Windscale, l'usine de retraitement des combustibles irradiés ?) devait regrouper plus de dix mille personnes, ce qui marque le point de départ d'une action de masse contre le pouvoir nucléaire outre-Manche et fait dire aux Amis de la Terre anglais, organisateurs de la manifestation : «ce succès a fait repartir la campagne contre Windscale sur un nouveau pied.»

C'est que les britanniques ne sont pas rompus, comme nous autres aux marches et manifestations volumineuses contre tel ou tel objectif nucléaire. D'où sans doute l'intérêt amusé des londonniens. Non que ceux-ci ne soient habitués aux défilés. Féminisme, antiracisme, homosexualité, tout est prétexte à manif en Angleterre, car, je vous le demande, que faire à Londres un dimanche après-midi où il pleut ? Ceux qui n'ont jamais passé à Londres un dimanche après-midi où il pleut ne peuvent pas me comprendre.

Pour les autres... Un soupir, ils auront saisi.

Non, ce qui faisait l'originalité de la manifestation nucléaire du 29 avril (ai-je dit que c'était un samedi ?) c'est que d'une part, il ne pleuvait pas, qu'ensuite c'est le premier rassemblement écologique de cette envergure.

En principe, le mouvement écologique anglais fait plutôt dans la stratégie «groupe de pression» que dans le déplacement de foule. Pour cette circonstance, ils essaient de concilier les deux, car ils ont plus ou moins épuisé les ressources du lobbying après cent jours d'enquête, entre juin et novembre 77. (voir G.O. n° 204).

En mars dernier, le juge Parker chargé de l'enquête sur Windscale devait trancher entre partisans et adversaires, en faveur de l'extension de l'usine, laquelle avait été arrêtée en 1973 à la suite d'un accident qui avait contaminé trente-cinq ouvriers. Un débat qui avait passionné l'opinion anglaise mais devait vite tourner au dialogue de sourds, malgré un échange d'arguments intéressants dont le rapport du juge Parker, n'a rendu compte que partiellement.

L'apparence démocratique était sauve, mais l'apparence seulement.

Ce qui est incroyable, pour nous les continentaux, c'est qu'un précédent rapport, le sixième commis par la Royale Commission sur la pollution et l'environnement, dit rapport Braunflowers, avait conclu exactement le contraire : les experts nommés par sa Gracieuse Majesté ne sont pas du tout convaincus du bien-fondé de l'expansion nucléaire en Grande-Bretagne.

La Reine propose, le gouvernement dispose. C'est bien ça.

La monarchie, dernier rempart du peuple ? My God...

Sans doute occupée ce jour-là, la Reine n'a pu se joindre à nous pour défilé, mais on notait toutefois un grand souci de dignité, tant du côté des manifestants que de celui des forces de l'ordre. Très flegmatiques, les «bobbies» britanniques encadrent sans agressivité et sans armes ces démonstrations où les bannières du meilleur goût indiquent les différentes dé-

légations. Nous, les Français, on n'en revenait pas !

Voir dans de pareilles circonstances les policiers aider les vieilles Ladies à traverser les rues et les enfants égarés à retrouver leurs parents, il y avait de quoi rester rêveur. Plus finaud que le pouvoir français ou allemand, le pouvoir en Angleterre a compris qu'il valait mieux pratiquer la répression «douce» que la brutale (quoique des exceptions aient eu lieu à l'occasion des manif antiracistes) ce qui favorise la présence au sein des manifestants, de personnes de tous âges et des non-marginaux.

Bien sûr, ils n'en sont qu'à leur première grande manif antinucléaire. Ça changera peut-être par la suite. Les français ont fait le maximum pour se faire remarquer chants, slogans, sauts en hauteur. Thèse frenchies... Mais ils nous aiment comme ça, les étrangers, ils seraient déçus autrement. Il faut bien être à la hauteur de son image de marque.

La Chambre des Communes

A l'heure où nous écrivons ces lignes, l'affaire Windscale doit être débattue au Parlement anglais. D'où la raison de la manif.

En fait, un premier vote a déjà eu lieu, juste avant Pâques : les députés ont eu à se prononcer sur le projet de Windscale dans le cadre de la loi sur l'urbanisme. Un subterfuge qui, comme en France, permet de se prononcer sur la forme et non sur le fond, le permis de construire une usine étant accordé non en fonction de ce qu'elle produira mais en vertu de critères concernant la taille du bâtiment, les éventuelles pollutions annexes, etc... De surcroît, ce type de projet industriel ne dépend pas, en Grande-Bretagne, du ministère de l'Energie mais du ministère de l'Environnement (sic) dont Mr. Peter Shore est le ministre. Comme en France, dans le cadre des SDAU (schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme) la décision prise a valeur d'acte juridique, qui doit être entérinée par les autorités locales.

Lors du vote aux Communes, la veille des congés de Pâques, deux cents députés seulement étaient présents sur les six cent trente que compte la Chambre, et cent-vingt seulement se sont déclarés favorables à l'extension de Windscale. C'est donc un deuxième débat qui a lieu actuellement, où les Anglais espèrent vivement que la question sera discutée sur le fond, notamment avec le rapport Braunflowers.

Au Parlement anglais, les débats sont publics.

Nettement plus démocratique que l'Assemblée Nationale française, le Parlement de Westminster accepte non seulement les visiteurs, mais les réclamations en tous genres : il y a, devant la respectable House, un emplacement spécialement réservé à cet usage et nommé «lobby queue» (queue

pour le groupe de pression...). Le jour où j'y étais, c'était le lobby des aveugles qui faisait la queue : une horde de cannes blanches a pris d'assaut les vénérables marches pour demander à je ne sais quel député des subsides nécessaires à l'achat de leurs chiens-guides. Juste après eux, les mineurs, avec leurs casques...

Pour le second débat parlementaire, les antinucléaires anglais se préparent énergiquement : les Amis de la Terre recommandent de contacter les députés autant que possible : «les membres du Parlement n'ont pas assez de temps pour travailler leur propre position sur chaque problème. A la place, ils préfèrent se référer aux «experts» qui, dans ce cas, sont Mr. Justice Parker et la British Nuclear Fuel Limited. Le seul moyen de franchir cette barrière est d'aller voir votre député. Faites-lui comprendre que vous attendez de lui sa propre opinion ; que si il a l'intention de s'abstenir ou de voter en faveur de l'usine de retraitement, vous voulez savoir pourquoi ; que s'il ne peut réfuter vos arguments contre le retraitement, vous vous attendez à ce qu'il vote contre.»

A l'issue de la manifestation contre Windscale, deux députés, Léo Abse et David Penhaligon ont d'ailleurs prononcé des allocutions exhortant les antinucléaires à agir dans ce sens. Il semblerait donc que le mouvement antinucléaire britannique ne soit pas aussi coupé qu'en France des «institutions» ; il bénéficie également du soutien, important sur le plan politique, du syndicat des mineurs du Yorkshire dont le président, Arthur Scargill, a prononcé à Trafalgar un discours vigoureux. La Lucas Aerospace, la fameuse entreprise d'aéronautique qui est le Lip anglais, était représentée par Mike Cooley pour témoigner de son soutien. A côté des scientifiques, on notait également la présence des animateurs des mouvements écologiques allemands et français (notre Briçou a fait un très joli discours en l'idiome de Shakespeare, qu'il pratique couramment, ce qui ne manquera pas de faire dire à nombre de gens de chez nous : encore les chefs ! Il



Photo Alan Fairlamb

n'aurait pas causé qu'un nombre tout aussi régulier aurait dit : comment se fait-il qu'il se taise ?)

Après les discours, et comme il se faisait six o'clock, l'heure de la réouverture des pubs, nous avons repris notre travail d'investigation des débits de boisson londoniens, lesquels n'ont rien à envier, je vous l'assure, aux cafés parisiens. Je pourrais vous en dire, sur les pubs, que j'ai fréquenté assidûment durant mon séjour : ils sont, avec les autobus, les taxis, les cabines téléphoniques, tout ce qui fait le charme indéfinissable de cette sympathique city. Hélas, nous ne sommes pas le Gault et Millau.

Quelques notes

Ces quelques notes pour restituer

le problème nucléaire en Grande-Bretagne (voir à ce sujet la Gueule Ouverte n°204 sur Windscale). Plutôt que de les remplacer par quelques littératures de mon cru, je vous livre ici les commentaires de nos amis anglais :

«Il faut savoir que le problème nucléaire se pose de façon relativement différente en Grande-Bretagne. Les Anglais ont été parmi les pionniers de l'énergie nucléaire : en 1956, la centrale de Calder Hall dans le Cumberland a été la première du monde à produire en quantité industrielle de l'électricité d'origine nucléaire. Onze centrales de ce type fonctionnent actuellement, totalisant 4250 MW. A noter aussi que cette filière britannique est assez semblable à la filière graphite-gaz développée en France dans les années 60.

En 1965, il fut décidé d'abandon-

ner ce type de centrale et de s'orienter vers ce qu'on appelle ici les AGR (advanced gaz-cooled-reactor). Ce procédé, entièrement britannique, est assez proche du précédent mais il utilise un combustible enrichi qui fonctionne à plus haute température. On augmente ainsi le rendement, tout en diminuant la taille des centrales.

Cinq centrales AGR ont déjà été construites mais deux d'entre elles ont eu dans ces derniers mois, de sérieux problèmes de fonctionnement. La construction d'une centrale AGR est cependant prévue par la SSEB (équivalent écossais d'EDF) sur le site de Torness à environ 30 miles d'Edimbourg.

De plus, la consommation d'électricité a diminué en 1975 et stagné en 1976 ; la SSEB se trouve donc en ce moment avec une surcapacité de 20%, ce qui fait dire à certains qu'on pourrait se passer

de centrales nucléaires pendant plusieurs années.» (Serge, militant du mouvement antinucléaire écossais).

Bien entendu, le rapport du juge Parker a donné lieu à de nombreux commentaires, dont le très exhaustif contre rapport des Amis de la Terre (The Parker Inquiry ainsi nommé pour contrebalancer le titre du Windscale Inquiry). Celui-ci dit dans son introduction : «La brièveté (du rapport Parker) le rendrait insatisfaisant quand bien même il n'y aurait pas d'autres critiques à enregistrer. Quels que soient les raccourcis de l'enquête elle-même, le décalage entre le déroulement de l'enquête et le rapport qui prétend la représenter est flagrant. Par conséquent, le rapport est un guide tout-à-fait inadéquat pour tous ceux qui n'ont pas assisté à l'enquête elle-même. En aucune manière il ne rend compte de la substance des débats ni de l'équilibre des arguments présentés. Les Amis de la Terre étaient de ceux «qui ne se faisaient aucune illusion sur l'issue mais qui espéraient qu'il refléterait, aussi près que possible de la réalité, le détail et le caractère de l'affaire» selon l'expression du New Scientist de mars 78.»

Dans Peace-News du 24 mars 78, on relève les lignes suivantes :

«Il n'est guère nécessaire d'indiquer que nous rejetons le cadre entier des suppositions et des jeux juridiques derrière l'enquête de Windscale, ou n'importe quelle autre enquête. Ce cadre conduit à un rapport qui accepte chacune des 13 propositions de la British Nuclear Fuel Limited en faveur de son application et rejette les 16 objections, recommandant des petites modifications bureaucratiques pour la 17ème.

Mais ce rapport contient de très intéressantes confirmations des arrières pensées sur l'énergie nucléaire - en fait, il se lit comme un prospectus de propagande nucléaire.

Par exemple, sur les libertés civiles : «une campagne ostentatoire de défense des libertés civiles pourrait être menée par ceux dont le but n'est pas la préservation des libertés civiles mais une occasion

C'était écrit sur le journal

Les femmes, au cours de l'histoire, connaissent des fortunes diverses. Tandis qu'Anne Gaillard se fait exclure de France-Inter, Arletty fête ses quatre-vingt ans d'existence et quarante sept ans de cinéma.

Le départ de la première arrive à point nommé, précise le Monde du 10 mai : «A peine les élections gagnées par la majorité, le secrétariat d'état à la consommation retourne aux oubliettes, l'Institut national de la consommation reste sans directeur, l'émission d'Anne Gaillard est supprimée... Ce n'est pas un hasard.»

Il paraît qu'elle était trop agressive. On n'oubliera pas pour autant sa voix sur les ondes.

4

Ni celle d'Arletty, dans un genre différent. «Avec mes films, j'ai malgré tout honoré la race des métallos... je suis née l'année de l'Affaire Dreyfus, 1898. C'étaient des métallos. Mon père était chef de traction aux tramways, il avait commencé manoeuvre. Je mets les métallos au-dessus de tout. Pour moi, c'est l'aristocratie, ce sont eux qui ont fait 36. Le métallos parisien, c'est sensationnel.» (Le Monde du 11 mai 78)

Sensationnelle, elle l'est, Arletty : c'est elle qui a donné ses lettres de noblesse cinématographique à la classe ouvrière parisienne ; elle et quelques autres, mais dont la plupart sont morts. Vous n'allez pas attendre qu'elle aussi disparaisse pour aller voir tous ses films ?

C'EST TOUJOURS LES MEILLEURS QUI S'EN VONT

Moro-Mesrine... Tandis que l'un prenait le chemin du ciel, l'autre prenait celui de la liberté. Déchaînement journalistique dans toutes les gazettes de France et de Navarre. Parmi les fleurons de la presse française, relevons les commentaires ci-devant : «La solution n'est certainement pas dans l'adoption précipitée de quelque loi d'exception ou dans le rétablissement de la peine de mort. Ce serait pervertir et compromettre un peu plus la démocratie italienne et tomber par là même dans le jeu des apprentis sorciers qu'on cherche à éliminer. La seule issue possible implique, outre le rétablissement du fonctionnement de la police, un élargissement de la démocratie.» Cet édit du Monde daté du 11 mai est titré «Légitime démençe».

A propos de Mesrine : «Quarante-deux ans d'une vie entièrement vouée à la violence, au sang, à la mort. Mais est-il vraiment la machine à tuer décrite complaisamment dans ses Mémoires ? A-t-il commis tout ou partie des trente-neuf crimes qu'il revendique ou qu'on lui attribue, lui qui, à douze ans, pleurait sur la mort d'un moineau ?» (le Monde du 10 mai 78).

À l'occasion de cette évasion, on a appris tout de même des choses intéressantes, comme par exemple un curieux aspect de la législation «Le code pénal ne réprime pas l'évasion en soi, mais seulement le bris de prison (barreaux, serrures) ou les violences commises à cette

occasion, à fortiori les prises d'otage ou les crimes. Ce qui ne signifie pas que s'évader ou tenter de le faire soit absolument sans risque. Car, si le code pénal ne prévoit pas de châtiement, la prison s'en charge. Pour rappeler qu'une fois de plus, elle a ses règles, son tarif à elle.» (le Monde du 10 mai)

Il paraît que c'est quand il sourit qu'il est le plus dangereux, Mesrine. Donc, on ne saurait trop recommander à nos lecteurs de se méfier de tous les gens qui sourient, surtout avec un air bizarre.

PEAU DE BANANE CHIMIQUE

Ils ne perdent pas leur temps, les chercheurs, dans les laboratoires. Ils viennent de mettre au point de nouveaux procédés de répression où l'ingéniosité le dispute à l'efficacité, des armes non plus dangereuses pour le physique, mais combien pour le politique.

«Il y a la peau de banane chimique un produit fluide qui, répandu sur le sol, rend impossible de se tenir debout. Il y a la matraque électrique, qui envoie des décharges insupportables - mais sans conséquences. Il y a l'araignée portative, qui lance des fils de fer barbelés également électrifiés. Il y a aussi les gadgets encore plus futuristes, le «mur instantané», sorte de mousse à raser échappée d'une bombe géante, qui se solidifie instantanément par polymérisation et forme, pour quelques

minutes, un rempart très résistant.» (Le Nouvel Observateur du 8 au 14 mai 78)

Avec ces régimes «libéraux» il devient plus difficile de tirer dans la foule sans se rendre immédiatement impopulaire et risquer de perdre les prochaines élections. C'est pourquoi les Etats-Unis et l'Angleterre ont décidé de se lancer dans cette recherche très particulière contre l'ennemi intérieur. Terrain d'essai privilégié : l'Irlande du Nord, qui remplace avantageusement le Vietnam, ne serait-ce que du point de vue de la proximité.

Notre confrère conclut : «les dictatures du 21^{ème} siècle seront invincibles car elles ne fabriqueront plus de martyrs.»

Voire. C'est alors, mes amis, que nous ne regretterons point d'être des non-violents (si nous sommes toujours de ce monde) car seule la non-violence sera la parade absolue de ce type d'armement.

DEADLINE USA

Le ministre américain de la Santé, Joseph Califano, est un homme intègre. Il préfère prévenir tout de suite quelques dix millions de ses concitoyens que 42% à 51% d'entre eux qui ont travaillé au contact de l'amiante risquent le cancer.

Mieux vaut les prévenir avant leur mort, ils auraient risqué de mourir sans savoir. «La campagne d'information s'adresse en particulier aux ouvriers ou anciens ouvriers du bâtiment, de l'industrie de

de faire avancer leurs fins destructrices.» Dans les termes de ce rapport, commente Peace-News, ces «fins destructrices» sont les fondements de l'Etat dont nous souffrons.»

On comprend l'âpreté du débat : le gouvernement anglais a tout intérêt à accélérer la reprise de l'usine de retraitement de Windscale quand il voit les bénéfices que tire celle de la Hague du petit commerce des déchets atomiques ; de juteux contrats en perspective avec le Japon ou l'Allemagne qui sont, pour le moment, abusivement monopolisés par la France.

L'Écosse

L'Écosse est à l'Angleterre ce qu'est, à un degré moindre, l'Alsace à la France de l'intérieur : une région privilégiée pour l'exploitation nucléaire, mais aussi une région où la population ne badine pas avec son indépendance régionale.

En Alsace, il y a le Rhin ; en Écosse, il y a la mer, toute cette eau ayant été mise là par dieu à seule fin de refroidir les réacteurs,

c'est bien connu. Très autarcique, la population de ces contrées préférerait qu'on lui foute la paix. Elle renâcle à fournir en kilowatts un pouvoir solidement établi dans la capitale.

Le mouvement antinucléaire ne se profile pas exactement de la même manière en Angleterre et en Écosse. Là-haut, les Friends of the Earth laissent place au SCRAM : scottish campaign to resist the atomic menace, jeu de mot avec le verbe to sram qui signifie quelque chose comme «rejeter, éliminer», vocable utilisé par les techniciens de l'atome pour qualifier une centrale hors d'usage. Les 6 et 7 mai, le SCRAM a donc organisé une marche, suivie d'un rassemblement sur le site de Torness, ce qui là encore constitue une première du genre.

De nombreuses organisations avaient apporté leur soutien à la manifestation, notamment le syndicat des mineurs, à cause entre autres de la campagne lancée en Écosse contre le charbon, ce qui ne va pas sans créer des problèmes de chômage. Comme toutes les grandes organisations ouvrières, les mineurs ont leur fanfare de cornemuses. Ce sont eux qui ont ouvert la marche.



Photo Alan Fairlamb

C'était beau, émouvant, vous ne pouvez pas savoir.

J'ai bien regretté que vous ne fussiez pas là (les personnes concernées par ce regret se reconnaîtront certainement).

Un temps, mais un temps, magnifique, avec un air bien vif. Dans la lande écossaise, nous avons marché sur une petite route longeant la mer, cornemuses en tête, tandis que le chalutier de Greenpeace* suivait le long de la côte. D'un pas alerte (aimable euphémisme pour dire qu'on a marché au pas de course) nous avons fait nos six miles jusqu'à Torness, cohorte bigarrée de quatre mille personnes environ, bien plus que n'en espéraient les organisateurs. Ce qui fait dire à notre confrère britannique le Guardian : «C'était un pas

décisif marqué dans le sens de la désobéissance civile contre l'énergie nucléaire, dans lequel la masse populaire a risqué une action qui dépasse la légalité.»

A notre arrivée sur le site, une éolienne devait être débarquée du navire de Greenpeace - un exemple d'alternative à laquelle les britanniques sont très attachés - et amenée sur le campement par le tracteur d'un paysan.

Parfaitement organisé le campement. J'ai relevé un détail, vous me direz pas vraiment fondamental, mais bien symbolique : les toilettes étaient placées dans des tentes, l'une marquée «ladies», l'autre «gentlemen»...

Des allocutions, once more. La population locale n'était pas re-

présentée, dans ce rassemblement, mais nous avons eu tout de même le speech d'un fermier, Mr. Gordon Rennie, qui a rappelé l'histoire de son pays : il y a eu l'âge d'or, l'âge de bronze et l'âge anglo-saxon ! Après avoir insisté sur la qualité des pommes de terre (les meilleures du Royaume Uni) il a engagé les participants à rendre hommage à cette «terre de gloire» qu'est l'Écosse. Georges Thomson, membre du Scottish National Party, a rappelé le soutien des régionalistes et expliqué pourquoi il se sentait concerné par le nucléaire «qui va établir une police sociale jusque dans notre vie privée». Robin Cook, député d'Edimbourg, a dit que la centrale n'était pas nécessaire : il était jeune, il était roux, il avait une jolie barbe et il nous appelait «friends». On a eu d'autres causeries, mais je vous les épargne.

Ont-ils l'intention d'occuper le futur site de la centrale de Torness, les antinucléaires écossais ? Oui, ils ont l'intention.

Mais pas tout de suite.

Ils préfèrent, d'abord, asseoir le mouvement de contestation dans la population locale. Mike Holderness, du SCRAM, explique : «Je crois qu'en Écosse, il y a davantage de possibilités de soutien antinucléaire qu'en Angleterre, parce que les Écossais sont très attachés à leur terre. Mais attention, ce n'est pas comme en France : il n'y a pas de paysans en Grande-Bretagne, la moitié de la population de l'Écosse vit à Glasgow...»

Comment réagiront les Écossais devant la menace de nucléarisation de leur terre bien-aimée ? Ceci est une autre histoire, comme disait Kipling.

La semaine prochaine, tout sur le mouvement écologique en Grande-Bretagne. Tout ce qui vous avez toujours rêvé de savoir sans jamais oser le demander.

Catherine Decouan

* voir article semaine prochaine sur la campagne Greenpeace pour la sauvegarde des baleines.



Photo B.N.F.L.

l'automobile et des chantiers navals, sur lesquels quatre millions d'américains ont travaillé pendant la dernière guerre.» (Le Nouvel Observateur du 8 au 14 mai 78).

L'apparition de cancers liés à l'amiante ne se faisant que quinze à trente-cinq ans après l'inhalation ou l'ingestion des fibres, l'avertissement du ministre de la Santé servira peut-être à quelque chose. Espérons. D'autant plus

qu'il s'est mis en contact directement avec chacun des quatre-cent mille médecins des Etats-Unis afin de favoriser un meilleur dépistage de la maladie. Quand ils s'y mettent, les Américains... Pas comme en France où aucune liste des entreprises utilisant l'amiante n'a été dressée, ni aucun recensement des immeubles floqués à l'amiante. Ferodo et Amisol peuvent continuer à empoisonner tranquilles.

La fréquentation assidue des gazettes amène à certaines remarques qui ne sont pas directement liées à l'actualité. Il y a des publicités plus révoltantes que les autres, comme celle de Hom pour les Hommes, où vous est montré à loisir un zizi empaqueté dans un mouchoir à carreaux.

Nous attendons encore les réactions furieuses de nos camarades et frères.

Catherine Decouan

Machisme au féminin

Aimable euphémisme que de parler de malaise dans le mouvement des femmes... Avec le saccage de la Librairie des Femmes parisienne. On est passé à un stade de violence et de débilité qui ne laisse pas de décourager les dernières bonnes volontés.

La semaine dernière, un commando de huit femmes masquées et munies de rasoirs, de barres de fer, se sont crues obligées de faire un autodafé des livres de la rue des St Pères pour des motifs que je vous laisse apprécier :

«Nous accusons à travers la Librairie des Femmes, les femmes du groupe «Politique et psychanalyse» d'être des féministes primaires qui n'ont su faire avancer le féminisme, qui ont cantonné par

une analyse volontairement parcellaire, une lutte partant d'un besoin réel de lutte uniquement revendicative.» (...)
«de se comporter comme un syndicat de femmes, de mentir aux femmes» etc...

Suit une liste d'accusations que ne désavouerait pas le plus réactionnaire des procureurs.

Que de pareils relents de fascisme aillent se loger chez des femmes qui s'intitulent elles-mêmes les «bombeuses à chapeau», nous ramène brutalement à une réalité qu'on a tendance à oublier depuis quelques décennies : que le terrorisme est protéiforme, mais qu'il vise toujours les livres, les journaux et autres produits de l'esprit. Dès lors qu'on ne s'embarasse plus des contradictions et qu'on

en arrive à la destruction, c'est qu'il n'y en a plus pour longtemps des lumières.

Détail significatif : les «bombeuses» se sont faites escorter d'un groupe d'hommes qui ont protégé leur fuite à mobylette.

Autre détail : elles ont coupé le fil du téléphone à la librairie, au cas où... Bien organisées les Bombeuses.

Elles au moins, elles ne sont pas des «féministes primaires». D'ailleurs, elles précisaient dans un communiqué, qu'elles n'ont pas l'intention de s'en tenir là : «il est bien entendu que moult autres groupes auraient pu (et pourront) être visés».

Catherine Decouan

abonnez-vous

170 à 250 F selon vos revenus.
180 F minimum pour l'étranger.
150 F collectivités.
75 F cas sociaux patentés, chômeurs
objecteurs, insoumis, taulards.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre
de : Editions Patatras
BP 26. 71 800 La Clayette.

(écrire en capitales)

NOM
PRÉNOM
ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

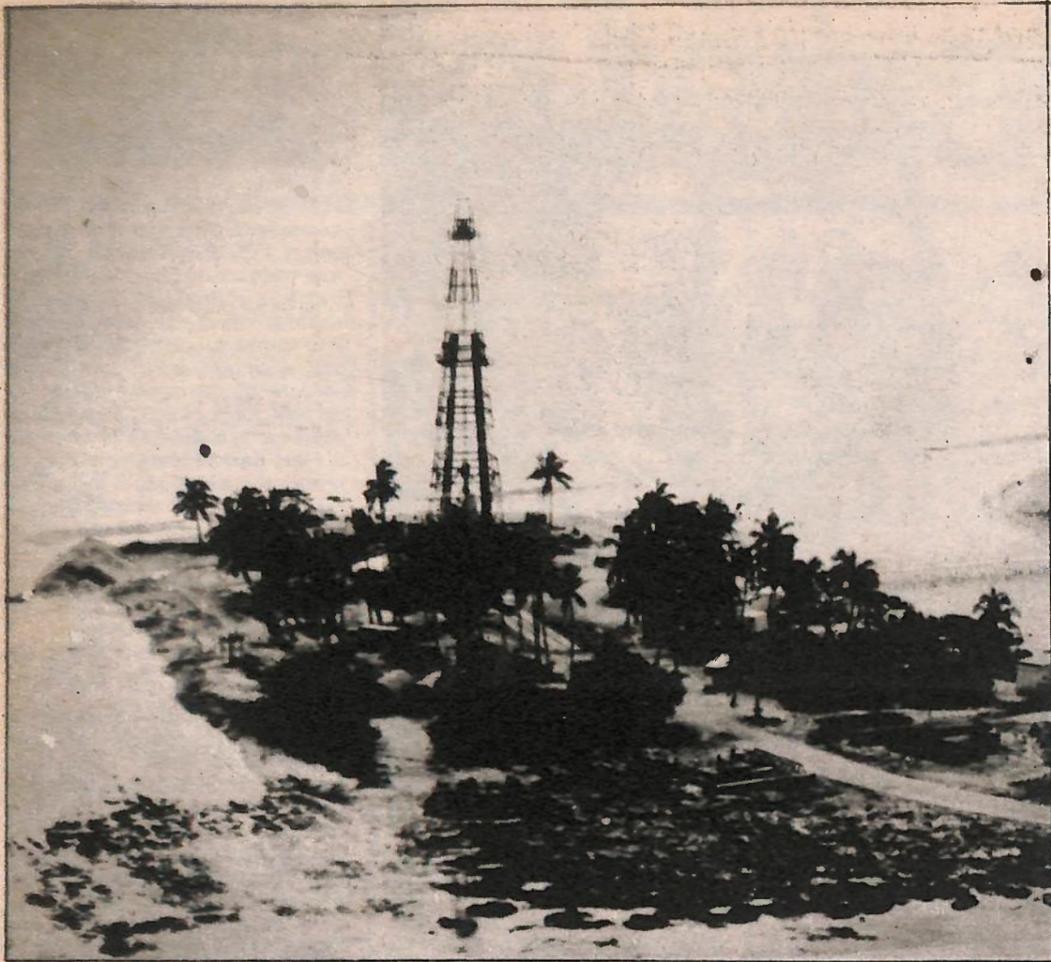


Photo D.R.

Aux assises de Papeete

ATOME ET COLONIE

Depuis le 10 mai, comparaissent devant la cour d'assises de Papeete Charlie Ching et dix indépendantistes tahitiens. Quatre d'entre eux risquent leur tête; ils sont inculpés de vol, recel, association de malfaiteurs, assassinat, tentative d'assassinat, violences, voies de fait et tentative de destruction d'édifice. L'ardoise est lourde et les chefs d'inculpation sujets à bien des cautions. Qu'à cela ne tienne, la justice française des antipodes a une colonie et un champ de tir de première importance à défendre.

Depuis 1972, date à laquelle il avait déjà été condamné pour un vol symbolique de munitions dans un dépôt militaire en signe de protestation contre les expériences atomiques et la présence de l'armée française dans son pays, Charlie Ching n'a pas cessé de mener la lutte pour l'indépendance de la Polynésie. Aujourd'hui, il passe en procès avec six de ses compagnons.

Trompé par un pseudo statut d'indépendance accordé par le gouvernement central et français en août 77, Charlie Ching, plus déterminé que jamais, décide de se faire entendre. Le 12 août de la même année, lors du passage de M. Stirn, l'Hotel des Postes de Papeete est dynamité. Une lettre adressée au ministre est retrouvée: «M. Stirn, nous souhaitons que vous êtes venu pour remmener votre statut et votre sale bombe...» Elle est signée «Te Toto Tupana» (le sang de nos ancêtres).

Dans la nuit du 26 au 27 août, Pierre Chatillon d'Anglejan, PDG d'une société affiliée à «Air liquide» est assassiné. Une pancarte signée «Te Toto Tupana» aurait été retrouvée sur les lieux.

Les deux actes sont bien entendus mis en relation et une quinzaine de personnes sont arrêtées. Charlie Ching qui est par ailleurs le leader du mouvement indépendantiste «Te Taata Tahiti Tiama» (Le tahitien libre) est soupçonné d'être le chef et l'inspirateur du

groupe «extrémiste». Parmi eux, Marcel et Jonas Tahutini, Roland Téfana et Viria Tauira sont accusés du crime de d'Anglejan. Ils risquent la peine capitale. Pourtant, rien n'est moins évident que le lien entre l'attentat de la Poste de Papeete, que les inculpés revendiquent, et le crime du PDG.

On apprend, par exemple, que madame d'Anglejan qui dormait à côté de son époux, n'a pas été réveillée par les coups de feu tirés près d'elle. Des douilles ramassées devant la porte étaient placées tellement en évidence, qu'elles semblaient avoir été déposées délibérément. Pour Charlie Ching, «c'est un coup monté». Ses amis auraient été obligés, par les gendarmes et la PJ, d'avouer les deux affaires.

A examiner l'acte d'accusation, et même si visiblement Charlie Ching s'est laissé dépasser par la fougue et la naïveté de ses compagnons de lutte, on se rend bien compte que l'instruction, en caricaturant sans vergogne les passés des militants du «Te Toto Tupana» a pris bien des garanties pour défendre les intérêts du gouvernement français. Il faut dire que Charlie Ching qui s'est présenté aux dernières élections législatives, depuis la cellule de sa prison, a recueilli 2100 voix alors qu'il n'avait obtenu que 400 suffrages aux législatives partielles de 77.

Le pouvoir, à qui la pratique de l'amalgame est chère, va tenter de discréditer définitivement la lutte de la libération du peuple polynésien. Il a refusé de présenter les accusés devant la Cour de Sureté de l'Etat et les jugera en Assises comme des droit commun. L'affaire est extrêmement complexe et à l'autre bout du monde, totalement ignorée.

Reste, que des hommes luttent pour leur identité et qu'on va les juger en niant leur combat politique. Une fois de plus, il est criminel de contester l'Etat, son colonialisme et ses essais atomiques. Pour les indépendantistes tahitiens, l'heure n'est plus aux colliers fleuris de la bienvenue, mais aux chaînes que l'on secoue. Ce n'est pas l'écologie politique qui saurait le leur reprocher.

Yves-Bruno Civel

Une pétition de soutien à Charlie Ching et à ses amis de Papeete manifestant le soutien à la lutte du peuple tahitien pour sa complète indépendance, a été lancée. Elle est à renvoyer à Me Nicolet, Hôtel Daharaha Intercontinental Papeete Polynésie française. Bien que le procès soit entamé, il n'est pas trop tard.

Un collectif pour l'information et la popularisation des luttes polynésiennes s'est constitué : 46 rue de Vaugirard 75006 Paris.

Le cadeau des brigades rouges

*Mais que veulent donc les
brigades rouges ?*

*Pourquoi au terme de 54 jours de
séquestration avoir finalement tué
Aldo Moro ?*

*Est-ce l'espoir d'affaiblir
l'état italien ?*

Dans ce cas, leur échec est total.

Pour en être convaincu, il suffisait de se promener le mardi 9 mai au soir, dans les couloirs et salles du siège de la Démocratie Chrétienne, Piazza Del Gesu, aux portes ouvertes sans réticence au journaliste étranger. Bien sûr, ce n'est pas un jour comme les autres. C'est ici qu'à 13h30, au cours de la réunion de la direction du Parti, Zaccagnini, secrétaire général de la DC, averti par le ministre de l'intérieur Cossiga, a suspendu la séance en annonçant la découverte du corps, criblé de onze balles au côté gauche, dans un coffre d'une R4 garée dans une petite rue toute proche, la Via Caetani. Mais le fait que cette réunion de l'organe suprême du grand parti italien, clé en voûte du pouvoir, était la première depuis le 16 mars, date de l'enlèvement de Moro, était en lui-même le signe d'une absence d'affolement.

Certes, son ordre du jour était : «problèmes de l'ordre public». Mais il semble bien qu'un de ses objectifs était de tirer avantage des événements récents pour renforcer la DC, en particulier à l'égard du PC. Un permanent me dit :

«nous allons remonter les filières qui, depuis une dizaine d'années, on semé ces idées de violence dans les écoles et les usines. Et nous allons, par le débat public, forcer le PC à se décider sur sa nature, à dire si son ralliement à l'Etat est seulement opportuniste ou davantage. Dans ce dernier cas, pourquoi garderait-il comme emblèmes la faucille et le marteau ?». L'exécution de Moro ne peut que faciliter cette pression.

Bien sûr, une foule s'est pressée en bas, sur la place, tout l'après-midi, et elle restera là une bonne partie de la nuit. Mais il ne faut pas exagérer son importance et l'atmosphère n'était pas à la catastrophe. Quant aux cris entendus aux alentours de 15-16 heures, alimentés par le titre qui s'étalait en énormes lettres rouges à la Une du premier quotidien à sortir son édition spéciale, la «Vita Sera» («Moro tué, son cadavre est trouvé aux Bottèghe oscure») : La Via Gaetani débouche dans la rue des boutiques obscures, où se trouve le siège du PC italien, ils allaient surtout dans le sens de l'affirmation du pouvoir existant (quelques fascistes seront expulsés de la



Photo GO-CNV Marc Thivolle

place pour avoir bousculé les dirigeants des centrales syndicales CGIL, CISL et UIL venus au siège de la DC) et exprimaient cette pression à l'égard du PC («Moro vit avec toute la DC».)

L'«ordre» italien en danger ? Sur le visage de ceux qui, vers 14H30, après l'annonce à la radio de la découverte du corps, accouraient aux abords de la Via Gaetani, j'ai lu de la gravité, mais d'avantage de curiosité que de désespoir.

Très vite, les affiches blanches aux caractères noirs ont fleuri sur les murs : tous les partis de l'alliance gouvernementale, dont le PC, assuraient la DC et la famille de Moro de leur solidarité. Les arrêts de travail s'effectuaient dans le calme. Les manifestations contre le terrorisme également. Le fait qu'y ont participé moins de gens qu'on pouvait en attendre (au Colisée le soir même, à la place S. Giovanni di Laterano, le lendemain) indique plutôt une certaine indifférence de l'opinion. A quoi l'attribuer ? A la lassitude engendrée par ces 54 jours d'attente ?

Non : à la conviction que la mort de Moro ne change pas grand-chose à la situation du pays et de l'Etat. Du reste, mon permanent DC ne me disait-il pas : «Moro n'était pas un dictateur, nous avons beaucoup d'autres leaders dans la DC. L'assassinat de Moro trouble, mais la tranquillité, c'est la mort. Ce qui se passe n'est pas une crise mortelle, mais une crise de croissance de l'Etat».

L'Etat à l'italienne

En somme, les BR ont fait un cadeau à l'Etat. Quand on emploie ce mot à propos de l'Italie, et pour comprendre ce qui s'y passe, il importe de se débarrasser de nos images françaises. L'unité italienne a été l'oeuvre, au siècle dernier, d'une bourgeoisie laïque dont la monarchie parlementaire excluait les masses paysannes, ouvrières (dans le nord) et catholiques, c'est à dire l'essentiel de la population. Linguistiquement, ces masses, jusqu'à ce que se répande la télévision, n'avaient même pas de langue commune : elles parlaient sarde, vénitien, etc... L'Etat

leur a donc été, et jusqu'à aujourd'hui, très extérieur : percepteur de taxes, levant les jeunes hommes pour l'armée, réalisateur de grands travaux -des routes par exemple- qui servaient à «d'autres» qu'aux paysans du coin, il était même l'ennemi dont on se défend.

Il fallait cependant bien faire avec, mais sans y adhérer, en s'en «servant» comme d'un instrument. En conséquence, le rapport à l'Etat s'établit par tout un ensemble d'intermédiaires et de «parrains» (église, syndicats, intérêts régionaux, mafia, etc) auxquels les gens se sentent psychologiquement liés. Le contact avec l'administration est impensable sans «recommandation». Ainsi se forme un système de clientèle où les contrats, s'ils sont souvent instinctifs et gratuits, peuvent devenir objets de commerce, ce qui explique l'immense corruption de cet Etat. Au total, celui-ci n'est que l'ensemble des négociations entre les différentes composantes de la société italienne, compromis sans cesse remis en question et sans cesse renégocié. De ce point de vue, dans son extrême diversité interne où les antagonismes coexistent dans un équilibre continuellement précaire mais toujours réinventé, la Démocratie Chrétienne est le parfait miroir de cet Etat. Et il n'y a rien d'étonnant à ce que Moro, avec son art subtil de la conciliation, en soit devenu le chef et le symbole.

Un tel Etat n'est évidemment pas très efficace, et n'est pas à même de proposer un grand «projet national». Il peut paraître fragile, parce que la pagaille lui est congénitale. Mais il est à ce point ramifié dans le corps social italien par l'entrelac serré des «services» et des échanges, qu'il a en fait la force digestive d'un estomac capable de malaxer dans une résultante nulle de très grandes contradictions. Dans un tel contexte, le processus de formation des lois est beaucoup plus dépendant qu'ailleurs de la conjoncture politique (les diverses forces en présence). Plus encore : l'Etat fonctionne davantage selon les raisons des divers pouvoirs -qu'on qualifierait de parallèles- que suivant l'esprit des lois et l'Etat de droit de lui-même. Outre la corruption, le résultat est une masse d'injustices, de non-respects de la légalité. C'est le règne de l'Etat d'exception.

Face à une telle situation, en rupture avec la méfiance atavique du paysan à l'égard de tout Etat, est née dans la classe ouvrière, à partir de la résistance au fascisme, mais surtout à partir de 1960, la volonté de construire un autre Etat qui assurerait les «libertés démocratiques» permettant de défendre et de promouvoir les intérêts des exploités. C'est alors très précisément en 1960, qu'Aldo Moro inaugure la politique d'ouverture à gauche pour éviter l'affrontement, et établir ce qu'il appelait la «convivance civile». Or, en 1973, suite au renversement sanglant d'Allende au Chili par Pinochet, le PCI renonce à son projet d'Etat alternatif, et se rabat sur une stratégie de participation à l'Etat-DC pour le réformer de l'intérieur. C'est le «compromis historique», dans lequel Moro et Berlinguer convergent. Il aboutit le 16 mars dernier, le jour même du rapt de Moro, à l'entrée du PCI dans la majorité parlementaire.

Une ligne de mort

Revenons aux BR. Comme beaucoup d'autres groupes en Italie et en Europe, mais qui ont évolué différemment, elles sont nées des insuffisances de la gauche traditionnelle, en particulier de celles des PC qui s'intégraient progressivement dans l'actuelle société.

Dans le jeu complexe qui se déroule en Italie autour et dans l'Etat, que sont-elles -avec le meurtre de Moro- entrain de renforcer ? Le PC italien, et son retour à une attitude d'opposition combattive ? D'un certain point de vue les BR rendent service au PCI : celui-ci redoutait qu'une partie de ses bases, inquiète, des contraintes du «compromis historique», ne le quitte sur sa gauche.

Mais ce même PCI, pour se démarquer du repoussoir-BR aux yeux de l'opinion publique, pour acquérir une image «gouvernementale», est obligé de coller plus que jamais à l'Etat-DC. Or, au sein de la DC, c'est la droite qui marque des points aujourd'hui, car elle dispose d'un moyen de chantage supplémentaire à l'égard de tout ce qui se dit «communiste». Que va devenir l'hypothèse d'une «réforme» possible ? Le PSI, pour s'être déclaré favorable à l'ouverture de négociations avec

les ravisseurs de Moro, risque également de perdre des plumes. Sur ces rééquilibrages au sein de la majorité gouvernementale, les élections de ce dimanche seront pleines d'enseignements.

A gauche encore, le résultat de cette affaire est le laminage de l'espace politique que la «nouvelle gauche» (divers groupes comme la Démocratie Proletarienne, mais surtout le «mouvement» qui s'est déployé en 77 avec les femmes, les jeunes chômeurs, la gauche syndicale et auquel on peut rattacher «Lotta Continua» et le Parti Radical) s'efforçait d'occuper et d'élargir. Et c'est sans doute là que se trouvent les conséquences les plus graves de l'action des BR.

L'Italie est en effet gouvernée par un bloc qui rassemble désormais 90% des forces politiques. Il n'y a pratiquement plus d'opposition. Et l'équilibre interne de ce bloc va faire pencher unilatéralement le pouvoir du côté de la répression à l'égard de toute dissidence, du côté du droit de l'Etat contre l'Etat du droit.

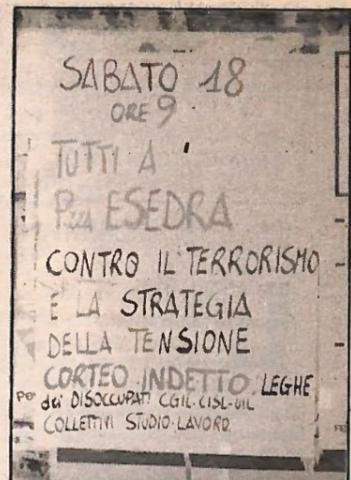
«Quand des lois sont votées dans un Parlement à une telle majorité, on ne peut parler de lois répressives», disait le 9 au soir mon permanent de la DC.

La «nouvelle gauche», ces semaines-ci avait comme slogans «ni avec l'Etat, ni avec les BR», ou encore «contre l'Etat, contre les BR». Il s'agit en effet pour elle de promouvoir une autre conception de la politique, d'autres pratiques.

Mais la tenaille Etat-BR occupe désormais tout le champ, expropriant de leur projet tous ceux qui veulent échapper à la logique de l'état fort. Dans «Lotta continua» du 10 mai, une femme écrivait : «le code des BR est le même que celui des hommes de l'Etat italien. Leur façon de se comporter est paternaliste, phalocratique et violente à l'égard des masses italiennes. Le compromis historique ne peut être combattu avec les méthodes que l'état utilise». Bien triste «révolution» en effet que celle qui inspire de tels comportements : quelle société préfigurent-ils ?

C'est un sale coup qui vient de nous être porté en Italie : un nouvel état, tout aussi injuste, mais combien renforcé, nous y est né. La ligne des BR est une ligne de mort.

Paul BLANQUART



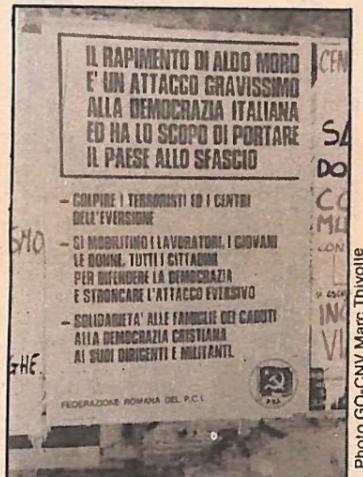
«Contre le terrorisme et la stratégie de la tension».

Comité d'occupation Collectif Etudiants Travailleurs



«Contre le terrorisme et les manœuvres des services secrets russes».

(Les quatre groupes signataires sont des groupes marxistes léninistes et maoïstes)



«Solidarité aux familles de gardes du corps abattus, à la Démocratie Chrétienne, à ses dirigeants et à ses militants».

Parti Communiste Italien

Administration
BP 26
71800 La Clayette

Téléphone : (85) 28 00 24

Télex : ECOPOLE 80 16 30 F

Notre télex est à la disposition des lecteurs. Par l'intermédiaire d'un poste public Télex PTT, il est possible de nous envoyer des articles.

De même, nous pouvons recevoir des communiqués, qu'à notre tour, avec notre propre télex, nous pouvons rediffuser à la presse (dans ce cas, mettre «à rediffuser» en tête du message pour que nous le mettions sur bande perforée).

SARL Editions Patratras au capital de 2100F

Directeur de publication
Georges Didier

Abonnements :
170F à 250F selon vos revenus,
180F minimum pour l'étranger,
150F pour les collectivités,
75F pour cas sociaux, patentés, chômeurs,
objecteurs, insoumis, faulards.
Par chèque bancaire ou postal à l'ordre de :
Les Editions Patratras
BP 26
71800 La Clayette

Changement d'adresse :
Joindre la dernière bande d'envoi et 2F en timbres.

Même en Suisse le nucléaire n'est pas propre !

La marche de Pentecôte, une tradition établie en Suisse dans les années 60 pour protester contre la bombe atomique, menait cette fois-ci à Lucens, site d'une centrale expérimentale arrêtée en 1969 à la suite d'un grave accident.

Récemment la centrale désaffectée a été pressentie pour le stockage d'éléments combustibles en attente de retraitement à l'usine de la Hague déjà par trop encombrée.

Samedi et dimanche, quelques trois mille personnes se sont retrouvées dans un champ à l'abri (la pluie était évidemment de la partie) sous un immense chapiteau pour man-

ger, boire, danser tard dans la nuit, réfléchir un peu et... patauger beaucoup. Lundi matin tout le monde se mettait en marche, drainant les sympathisants locaux et les marcheurs plus modestes sur un parcours de 23 kms.

Finalement, 6000 manifestants étaient rassemblés devant la centrale pour exiger une fois encore un moratoire immédiat d'au moins quatre ans. Le mouvement antinucléaire suisse a également réaffirmé son soutien aux six communes concernées par le stockage des déchets, lesquelles ont toutes refusé massivement de servir de poubelle atomique.

Georges Bacon

Le droit à la parole

On croyait avoir appris à la Sorbonne, en 68, à laisser parler ceux qui n'avaient jamais eu le droit à la parole. La leçon fut vite oubliée.

Nous autres intellos, bavards patentés et subventionnés, nous nous retrouvons cramponnés au cocotier des privilèges, alors que des nouveaux venus - appelons-les autonomes - secouent furieusement le tronc.

Henry PEREZ, prolétaire de 22 ans, a pu enfin s'expliquer à l'audience du 10 mai de la Cour d'appel de Paris. Il avait été pris à la manif des autonomes de la rue La Fayette en mars dernier avec un 7,65 dans son sac, et condamné en Première Instance à trois ans dont un avec sursis. Il a dit :

«J'ai pris une arme et me suis servi de cette arme dans une manifestation comme cela aurait pu en être une autre, dans le but de briser le silence. Car je savais que cette manifestation serait relatée dans la presse, car en France, pays de la démocratie, on ne donne pas la parole aux jeunes, aux prolétaires des foyers SONACOTRA en grève depuis trois ans et qui luttent pour le droit de réunion. La France, ce n'est pas ce que les médias veulent bien montrer. C'est l'oppression, où le silence est d'or où l'on se sert des jeunes et des travailleurs émigrés comme du bétail.»

Je ne me sens nullement concerné par la politique d'aristocrates-ouvriers des syndicats qui se protègent dans leur façade de militantisme. Je suis prolétaire et en tant que tel, je me suis servi de cette arme pour parler, pour crier que je refuse l'esclavage salarial et que je n'accepte pas les assassinats en prison et le silence de la presse. Tout ceci, bien sûr sans concept romantique. En France, il n'y a pas de goulag, mais il y a des foyers SONACOTRA.»

Les juges n'ont pas compris, ils ont confirmé la peine de Perez. Mais son cri va peut-être rejoindre les hurlements de ses camarades, ceux de Soweto naguère et, ces jours-ci ceux de Tabriz et de Téhéran, réduits au silence à coups de mitrailleuse.

Pierre Jacques



petit-roulet

La Hague s'agrandit...

A la Hague, la CO-GÉMA, filiale commerciale du CEA tente d'acheter dix hectares de terrain afin d'effectuer des travaux de canalisation pour des rejets en mer. D'après les paysans qui s'opposent à la vente, le ruisseau des Moulinetz qui traverse le terrain convoité est pollué et l'usine de la Hague rachèterait sa pollution, ne pouvant pas la faire disparaître !

En fait, des travaux de forages sur 400 m de profondeur ont révélé la présence d'un excellent terrain granitique favorable au stockage définitif des déchets radio-actifs.

Quand on pense à la catastrophe de l'Oural en 57, due à l'explosion probable d'un site de stockage de déchets et qui aurait contaminé 2500 km², on frémit pour les populations du Cotentin à qui on refuse de communiquer les plans Orsec-Rad.

CCPAH BP 156 50104 Cherbourg cedex.

La pique «capitale»

A lors que la France va rester le seul pays d'Europe à appliquer la peine de mort, il est scandaleux qu'on ose envisager une proposition de loi visant à remplacer la guillotine par la seringue afin d'atténuer le tragique de la mise à mort au lieu de la remettre en question.

est celui de l'abolition de la peine de mort sans la remplacer par des peines de longue durée, non réductibles et effectuées dans des conditions carcérales d'autant plus dures qu'elles sont sans espoir.

Le parlement doit en débattre sans attendre d'autres exécutions.

Communiqué du CLCPMPP
Comité de liaison Contre la Peine de Mort et les Peines Perpétuelles
117 ave. de Choisy Paris 13

Sous un prétexte humanitaire, l'initiative de Mr Bonnefous, sénateur des Yvelines, évite de poser le problème de fond qui

Drôle derallye

Un rally de motos dites vertes et de voitures tous terrains accompagnées et protégées par des forces militaires (le 602ème R.C) doit traverser la France, du Touquet à Nice, du 27 mai au 3 juin, en empruntant 2700 Kms de sentiers de grande randonnée, des routes forestières, des voies communales, etc...

La Fédération «Ecologie Rhône-Alpes» (1) et la F. R.A.P.N.A. (2) Rhône-Alpes s'élèvent contre une telle pratique et demandent aux pouvoirs publics d'interdire ce rallye afin de mettre en conformité leurs déclarations et leurs actes en ce qui concerne la protection de la nature, le respect de l'environnement, les économies d'énergie et l'équilibre de la balance commerciale (motos et pétrole sont imposés à grands frais).

La FRAPNA et «Ecologie Rhône-Alpes» déclinent toute responsabilité dans les incidents qui pourraient opposer les personnes et les organismes, privés ou publics aux forces civiles ou militaires responsables de ce rallye, et assurent les opposants au projet de leur appui.

(1) Mouvement écologique Rhône-Alpes 68 rue Mercière 69002 Lyon tel (78) 38 12 94 CCP 70100 U Lyon.

(2) Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature, université Claude Bernard 43 boulevard du 11 Novembre 69621 Villeurbanne, la Dour CCP 3487 89 Lyon.

A Strasbourg on liquide la culture

L Association Culturelle du Fossé des Treize (ACFT), nichée en plein coeur de Strasbourg, organise du 10 au 30 mai un Festival de soutien. Participation active d'un nombre impressionnant de troupes régionales, théâtrales ou musicales. Un spectacle par soir et diverses expositions de dessins, peintures et poèmes. Multiples panneaux d'information sur la vie associative et les problèmes de l'action culturelle (aujourd'hui estampillée d'un ministère chargé des «loisirs»).

Ce qui fait surtout que le Fossé des Treize dérange, et que par conséquent, certains se réjouissent de sa mort, c'est son ouverture à toutes les minorités, à toutes les marginalités sans aucune censure. Immigrés, réfugiés politiques, femmes, écologistes : tout le monde peut s'y exprimer. L'équipe d'animation affiche sans le dire sa volonté de faire de la résistance. Refus de prestige, du sporifique, du Béton. A l'ACFT combien de personnages avons-nous pu découvrir, combien de spectacles hors des ondes et du commerce des arts ! L'affaire a bel et bien avoir avec l'impérialisme culturel et l'idéologie castratrice des pouvoirs. Le Festival de soutien se propose quelque peu de faire lever toute cette pâte-là.

En attendant, si l'effervescence et le spectaculaire de la nébuleuse militante savent durer, un beau squatt début septembre.

Ph. A.

Association Culturelle du Fossé des Treize, 8 rue du Fossé des Treize, 67000 Strasbourg. Tel : (88) 32 45 21. A retenir particulièrement : la soirée non stop du 20 mai, de 18 h à l'aube, précédée d'une parade burlesque dans la ville.

La chose est claire : la situation de l'ACFT est comparable à celle de la MJC des Deux Portes à Paris. Changez Chirac en Bord (ou Pflimlin) et en fait, vous ne changerez rien. La municipalité n'a pas bougé le moindre petit doigt pour sauver ce lieu d'animation débridé. Le propriétaire des locaux ne renouvelant pas le bail, voilà promis à la disparition, non seulement un centre de quartier vivant d'activités diverses : ateliers d'enfants, danses, yoga, stages de tissage etc..., mais aussi un espace de liberté rare où l'on répète, prépare, se produit. Echance le 31 aout.



LA DESOBEISSANCE CIVILE

Photo D.R.

OU LA SOCIÉTÉ CONTRE L'ÉTAT

Objection de conscience, refus de l'impôt, boycott, renvois de livrets militaires... chaque semaine notre hebdomadaire contient des informations touchant de près ou de loin à ce qu'il est convenu d'appeler des actes de désobéissance civile.

Durant plusieurs mois, la rubrique «Non chef!» a permis aux lecteurs-rédacteurs d'échanger un certain nombre d'expériences personnelles dont il fallait bien un jour établir le bilan.

Aujourd'hui -et probablement dans les semaines à venir car le sujet est vaste- nous ouvrons le dossier «Désobéissance civile» avec la certitude qu'un abondant courrier ne manquera pas de nous apporter propositions ou réserves...

*

**

Ce premier volet est plutôt théorique et il surprendra peut-être ceux qui pensent, à juste titre, que la désobéissance civile, c'est d'abord du concret. Il nous a pourtant semblé nécessaire, pour ce sujet comme pour celui des écoles parallèles, d'amorcer une réflexion de fond, de façon à prendre de court un essoufflement qui ne manquerait pas, sans cette précaution, de se manifester.

Donner une définition de la désobéissance civile n'est pas chose aisée tant les actions se réclamant de ce concept sont multiples. On peut toutefois distinguer, à l'heure actuelle, deux approches.

La première tend à présenter les actes de désobéissance comme l'ultime façon de se faire entendre, sans violence, de l'opinion et des pouvoirs publics. Dans cette perspective, la désobéissance civile ne semble pas refuser tout pouvoir, quel qu'il soit, mais plutôt chercher un contrôle de celui-ci.

Quand tous les moyens légaux sont épuisés, nous entrons légitimement et ouvertement dans l'illégalité. Cet acte de désobéissance civile est la respiration indispensable de toute démocratie devait dire, il y a peu, l'un des participants à une table ronde organisée par notre hebdomadaire.

Morale, cette approche l'est sans doute dans la mesure où elle se réclame d'un certain nombre de valeurs qui privilégient l'homme. Surtout si celui-ci, en s'opposant à la loi, revendique une liberté fondamentale.

Par ailleurs, il y a une dimension «civique» dans cette reprise en main, d'un pouvoir que l'on avait abandonné, ou délégué.

«La démocratie est-elle fondée sur des citoyens obéissants ou sur des hommes responsables» se plaît à dire François Roux, avocat à Lunel et défenseur de nombreux objecteurs de conscience. La remarque est juste, mais l'implication personnelle, risque de devenir alors un axe essentiel (sinon privilégié) du combat, même si, et c'est le plus souvent le cas, l'action de désobéissance est organisée de façon collective.

UN POURRISEMENT «A LA BASE»

La seconde approche, si elle recouvre partiellement la première, la dépasse et lui permet de s'ouvrir sur des perspectives politiques intéressantes.

Il apparaît de plus en plus évident que le problème auquel nous avons actuellement à

faire face est celui du renforcement de l'Etat. Dans une société qui s'organise par la manipulation de l'Etat, la société civile, c'est à dire ce qui échappe au contrôle direct immédiatement (ou médiatement) répressif, disparaît peu à peu.

La désobéissance civile devient alors la désobéissance à ce pouvoir d'Etat. Elle s'organise pour un combat politique, en utilisant une stratégie qui, abandonnant le dogme léniniste de la prise du pouvoir central, semble être de pourrissement à la base. On fait en sorte que l'Etat, privé de ses racines, entre en déliquescence.

«Qui peut encore croire, aujourd'hui, au grand soir ?» me disait, il y a peu, un «autonome» parisien. Et c'est vrai qu'ils ont cessé d'apparaître comme des recours ces partis, même «révolutionnaires», dont le but est, finalement, de diriger en gouvernant. Quel changement radical pouvons nous attendre d'eux ?

N'est-il pas, en d'autres termes, illusoire de croire qu'il est possible aux révolutionnaires de conquérir l'appareil d'Etat ? Et si cela était, que pourraient-ils en faire ? L'histoire est têtue et peu rassurante à cet égard. Le développement de nouveaux espaces de liberté, dans le tissu social, dans ce qu'il reste de la société civile, devient dès lors primordial.

VOTE, TERRORISME... OU DESOBEISSANCE COLLECTIVE.

Des trois moyens dont nous disposons (les élections, la violence terroriste ou la désobéissance), un seul peut nous permettre de favoriser un tel développement.

Du vote, nous n'attendons plus rien... et ce depuis bien longtemps. Il est rigoureusement impossible d'arriver à des transformations en profondeur par le biais des élections.

Le terrorisme, quant à lui, accentue encore davantage le processus de dépossession, au profit de l'Etat, de ce qui est politique. Il ne peut par conséquent, nullement être considéré comme un moyen « autre » de déstabilisation. « *Nous faisons la guerre à l'Etat* » disent les Brigades Rouges... Et c'est bien de cela qu'il s'agit : d'un affrontement de contre-Etat à Etat, la « raison d'Etat » de l'un n'ayant rien à envier à celle de l'autre. Ni le groupe Baader-Meinhof, ni les Brigades Rouges ne sont parvenus à déstabiliser l'Etat. Bien au contraire, elles l'ont renforcé.

Compte tenu du fait que les situations politiques en Allemagne et en Italie sont radicalement différentes, c'est un échec dont il faut savoir tirer les conséquences.

Je serais tenté d'écrire : reste donc la désobéissance civile, mais ce n'est pas si simple.

MONTESQUIEU EST MORT

Pour vivre, tout simplement vivre, nombreux sont ceux qui, aujourd'hui, sont amenés à entrer dans l'illégalité. C'est une constatation. Seulement il en va de la désobéissance comme du reste, elle peut être

recupérée et canalisée par le pouvoir et c'est donc à ce niveau que la réflexion doit être portée.

Si l'Etat attend des citoyens une obéissance quasi absolue, il sait employer les moyens qu'il faut pour faire ressentir cette obéissance comme nécessaire.

La justification est l'une des bases de la légitimité et c'est pour cela que sont lancées les campagnes tournant autour du thème de la « sécurité ». Il ne nous faut jamais oublier le conditionnement exercé par les médias ; car c'est ce conditionnement qui, de plus en plus, permet de convaincre de la justesse de telle politique et non pas de telle autre.

Face à cette situation quelles sont les possibilités réelles de désobéissance ?

La justice, que les objecteurs de conscience et autres « délinquants » utilisent pour faire passer leurs idées, peut encore être un lieu d'interpellation, mais il serait naïf de croire que les magistrats ont le pouvoir de recréer une situation qui soit de contrepoids à la puissance de l'Etat moderne. L'affaire Croissant est de ce point de vue exemplaire.

Symbole du « terroriste » désigné par l'Etat allemand, la façon même dont on l'incarcère, dont on l'isole des autres détenus, dont on lui interdit toute communication, suffit à

établir la « preuve » qu'il est dangereux et qu'il doit être condamné comme tel. L'opinion publique est complètement manipulée. Jamais le principe de la séparation des pouvoirs n'a été aussi ostensiblement bafoué. Oui, décidément, Montesquieu est bien mort : mort et enterré.

ÉVITER LA MARGINALISATION.

Si la justice n'est pas indépendante de l'exécutif, surtout lorsqu'il s'agit d'affaires à caractère politique, ne faut-il pas dès lors s'interroger sur cette phase répressive que l'on a peut être un peu trop tendance encore à considérer comme une sorte de tremplin nécessaire pour exprimer la lutte ?

Certes, la tribune que peut constituer une salle d'audience permet momentanément de forcer les médias à sortir de leur silence, mais cela est-il suffisant ? Offrons nous l'image, à ceux que nous voulons toucher, de gens qui peuvent leur permettre d'imaginer une société vivable pour demain ?

Ne sommes nous pas plutôt entraîné de faire de l'acte de désobéissance quelque chose comme une fin en soi, une sorte de nouvelle institution pour marginaux, sans aucune perspective pour modifier les structures

étatiques ? Quand on voit la puissance des Etats, on ne peut s'empêcher d'avoir le sentiment que devient dérisoire le renvoi d'un livret militaire ou l'autoréduction de 15% sur une facture d'électricité. Pourtant ces gestes peuvent être gros de quelque chose de très important. Alors ?

Alors je me demande si ce n'est pas une fois encore vers le Larzac qu'il nous faut tourner nos regards pour imaginer toute une série de luttes nouvelles qui aient quelques chances d'opposer une force politique cohérente à l'Etat. En y regardant de plus près, il est aisé de se rendre compte que les paysans du Causse ne se sont pas contentés de pratiquer la désobéissance civile. La sensibilisation de l'opinion, l'information (par des méthodes souvent humoristiques), la prise à partie de l'Etat... ont constitué l'essentiel de leur lutte.

On le voit, il ne s'agit là ni de terrorisme qui fait peur, ni d'une désobéissance qui devient une fin en soi et ne débouche finalement que sur des actions très minoritaires.

(à suivre)

Jean Louis Soulié

ÊTRE GOUVERNÉ, C'EST ÊTRE...

...CONTRÔLÉ

Les cahiers au feu

Le mythe de l'école facteur de progrès est encore bien vivace: si l'on commence à comprendre que l'école obligatoire de Jules Ferry avait pour but principal un système d'éducation répondant aux besoins du capitalisme naissant et du nationalisme revanchard réunis du XIX^e siècle, on mesure moins combien elle a été pour certains (bretons, alsaciens, occitans, etc...) un immense facteur de déculture par l'idéologie républicaine centralisatrice, impérialiste, scientiste qu'elle distillait, ni combien son imparable système de sélection freine aujourd'hui encore l'épanouissement individuel et l'égalité des chances devant le bonheur.

L'intelligence n'est mesurée qu'au regard des normes intellectuelles de la classe bourgeoise pour laquelle le quotient intellectuel représente l'étalon.

Pourtant il y a presque cinquante ans que Denis de Rougemont publiait son brûlot, « Les méfaits de l'instruction publique » que Freinet attaquait vigoureusement le système scolaire de l'intérieur en mettant au point ses méthodes d'apprentissage naturel de la langue, de l'écriture, du dessin, etc., basées sur le tâtonnement expérimental de la démocratie scolaire.

ÉCOLE OU INSTRUCTION !

Aujourd'hui, le système récupère les techniques Freinet (texte libre, imprimerie, coopérative à l'école) en évacuant la globalité de sa demande.

Comme l'avait pressenti Illich (dans « Une société sans école » Ed. du Seuil), on ne peut plus se contenter de lutter contre l'instruction scolaire de l'intérieur. Il faut combattre aussi de l'extérieur. Face à l'école obligatoire, il faut opposer le droit de l'éducation. La loi reconnaît d'ailleurs cette liberté fondamentale puisque juridiquement, ce n'est pas

l'école qui est obligatoire, mais l'instruction. Les parents, s'ils ont le devoir de l'assurer à leurs enfants, ont la liberté de la faire eux-mêmes ou de la confier à qui ils veulent. Bien sûr, cette loi a permis la multiplication des écoles religieuses conservatrices et des écoles privées, sources de profits considérables, que la gauche voudrait bien supprimer. Mais en supprimant tout enseignement libre, on risque d'ôter toute possibilité d'auto-gestion de l'éducation.

Les écoles libres sont d'ailleurs de moins en moins religieuses et à part des exceptions (de taille), elles n'ont pas d'argent (ce qui les oblige à se lier par contrat à l'Etat, dont l'emprise ne serait qu'accélérée par les mesures proposées par la gauche).

MALGRÉ LES ENTRAVES

Devant ces contradictions, tout un mouvement d'écoles parallèles, d'alternatives à l'éducation, de réseaux parents-enfants, essaie de se mettre en place. Ce mouvement utilise le droit à l'instruction pour que sa forme actuelle ne tombe pas en désuétude et se bat pour qu'il soit appliqué malgré les entraves: inspection académique, con-

trôles sanitaires et des caisses d'allocation familiales, normes auxquelles doivent répondre les locaux...

La revue *Contact Education* a été pendant plusieurs années le trait d'union entre les diverses formes de lutte et d'alternatives à l'intérieur et à l'extérieur de l'institution scolaire. Elle a aujourd'hui disparu, mais on trouvera un bon condensé de son travail dans le chapitre « Education » du tome deux du *Catalogue des Ressources* (Ed. Parallèles, 47 rue Saint Honoré, 75001, Paris, Franco 50F) qui reste la meilleure bibliographie et liste de contacts en ces domaines...

Régis Pluchet

* A la suite de la mobilisation massive pour le boycott du dossier scolaire, le nouveau ministre de l'Education Nationale, Beullac, vient de le supprimer. Mais les livrets scolaires existent toujours, le projet GAMIN (Gestion Automatisée de la Médecine Infantile) se poursuit. De l'un à l'autre, la distance est faible... En ce domaine, une vigilance accrue serait de mise.



Photo D.R.

...PARQUÉ



Photo D.R.

...ENDOCTRINÉ



Photo D.R.

LES FRERES ENNEMIS

Le dernier numéro de la revue «Alternatives» est consacré à la désobéissance civile et aux luttes autonomes (1). Une initiative intéressante qui, au delà de l'aspect «catalogue», nous interpelle sur les fondements théoriques et politiques de formes de lutte que nous avons un peu tendance, ces derniers temps à enfermer en un corpus de recettes et d'histoires à raconter au coin du feu.

Traiter dans un seul temps de la désobéissance civile et des luttes autonomes révèle un peu de la

provocation. Car ce qui est en jeu derrière ces deux «mondes», deux «sensibilités» qui, depuis quelques mois (depuis Malville pour être précis) s'affrontent quand ils se rencontrent et s'excluent dans leurs analyses (pour les uns) et leurs prises de gueule (pour les autres).

Une provocation énorme donc, qui consiste à «coller» dans un même panorama des pratiques aussi étrangères les unes aux autres que le refus de l'impôt et l'occupation de Libé, l'autoréduction 15% et la lutte armée prônée par les NAPAP.

Mais, si collage il y a, celui-ci est prodigieusement fructueux. Car l'on ne peut pas refermer ce dossier sans se trouver submergé par une série de questions qu'il faut bien se poser si l'on veut sortir la «désobéissance civile» de son inefficacité stratégique et certaines luttes autonomes de ce que l'on est bien obligé d'appeler leur sectarisme.

UN PROJET ALTERNATIF

Première question de la série : dans quels champs respectifs évoluent «désobéissance civile» et «auto-

nomie» ? La réponse est malaisée tant les protagonistes semblent ignorer, dans la majorité des cas, ce contre quoi ils se battent (et pour quel projet), au-delà des institutions que leurs actions mettent en cause à chaque fois ponctuellement (même si dans leur discours les «autonomes» revendiquent une certaine globalité du refus). Et, pour tenter d'approfondir ce point, il faut bien en revenir à la vieille opposition société civile/Etat. Les premières actions collectives de désobéissance civile (refus du 3% de l'impôt, objection, insoumission, renvois de papiers militaires) avaient pour dénominateur commun, le même ennemi : l'armée, bien que sous trois de ses aspects (conscription, extension des camps, réserve). Mais, et l'originalité de cette forme de désobéissance civile réside-là, ces différents refus étaient et sont, sous tendus, justifiés, légitimés par un projet alternatif partiel, partie intégrante de la lutte. L'on ne refuse pas 3% de l'impôt que pour soutenir la lutte des paysans du Larzac. L'on ne s'insoumet collectivement que pour mieux affirmer que nos solidarités ne se situent plus au niveau d'un concept et que les problèmes de défense doivent être repensés.

BAS LES MASQUES

Sur l'autre versant, cet aspect social et qui mise à l'enracinement est absent.

Et cette absence est volontaire, voire théorisée. S'il y a affrontement, celui-ci est toujours vécu (et dans la plupart des cas recherchés) violemment. Une violence qui marginalise, coupe les faibles racines qui seules sont garanties d'un écho et d'une reprise plus vaste. Par contre, dans ce choc contre la machinerie répressive, c'est tout le problème de l'Etat qui est

posé. D'un Etat qui se trouve obligé de laisser tomber son masque libéral pour n'apparaître que sous l'aspect «bottes-matras» d'une sécurité aux abois. Non que ce dévoilement soit absent des luttes de «désobéissance civile». Bien au contraire. La crispation sur la répression, et sur la nécessaire solidarité qu'elle entraîne, est l'un des principaux facteurs de l'enlisement relatif que connaissent ces formes de lutte actuellement. Mais cette répression ne s'exerce pas dans toute sa brutalité : elle se situe exactement dans le champ que lui assigne le désobéissant celui de la loi et de la lutte juridique.

PRÉVENTIONS ET SECTARISMES

Deux formes de répression donc, et si l'une permet une ouverture, un débat et une possibilité de déblocage institutionnel pendant que l'autre ferme le dialogue et conforte l'adversaire dans sa bêtise, elles ne permettent ni l'une, ni l'autre de poser de manière «correcte» (à la fois théoriquement et pratiquement) le problème de l'Etat et de son mode possible de pourrissement.

Une vieille problématique, me dira-t-on, que celle que je viens de présenter. Peut-être. Mais sans cesse ravivée et mise à l'ordre du jour. Sans que concrètement des résultats positifs s'annoncent. Pour ne pas dire que nous assistons à un durcissement inexorable de la structure étatique. Et si, de l'intérieur de chacun des «fronts» de la désobéissance civile ou de l'autonomie, l'avenir de cette réflexion semble singulièrement bouché, la simple mise côte à côte de récits et d'analyses provenant de ces différents «fronts» oblige à la réflexion et redonne un peu d'espoir. Un espoir qui ne pourra perdurer que si désobéissants et autonomes abandonnent préven-

tions et sectarisme et décident enfin à confronter leurs expériences, leurs questionnements afin de faire éclater les limites dans lesquelles les uns et les autres se sont enfermés par courte-vue et refus de se frotter à l'autre.

MODE ET HABITUDE

Une confrontation qui n'ira pas sans problèmes tant ces deux mondes, ces deux sensibilités semblent irréductiblement opposés. Des habitudes devront s'oublier, des ghettos s'ouvrir, des attitudes sécurisantes s'analyser et se vaincre. Du pain sur la planche, donc ! Mais c'est la rançon à payer pour que la désobéissance civile puisse sortir d'un immobilisme fonctionnarisé et certaines luttes autonomes dépasser des analyses dont les concepts et la problématique sont parfois vieux d'un siècle et une pratique qui relève du suicide politique. Si cette dynamique ne s'engage pas, l'on continuera à désobéir par habitude et à être autonome par mode. Une dynamique dont ce numéro d'«Alternatives» peut-être à la fois le détonateur et la première matière première.

Marc Thivolle

PS : Dans ce numéro, il est fait une assez large part à «l'autonomie ouvrière». Il m'a semblé préférable de ne pas en parler ici, car un sujet d'une telle complexité (qu'en est-il de la restructuration capitaliste et des nouvelles formes de lutte que celle-ci impose ?) mérite plus que quelques lignes dans une approche déjà trop générale. Nous en reparlerons donc en détail plus tard.

(1) Alternatives N° 5 «Désobéissance civile et luttes autonomes» - 28 F Editions Librairies Alternatives et parallèles 36, rue des Bourdonnais 75001 Paris.



Photo D.R.

Les photos du dossier sont extraites du n°5 de la revue Alternatives «désobéissance civile et luttes autonomes» et de «La France de 68» chez Seuil (Alain Delaite et Gilles Ragache).

LES RENVOIS DE LIVRETS MILITAIRES

Pour désobéir à l'armée, les motivations ne manquent guère. Seul, peut-être, un déclic qui ne se trouve pas dans nos consciences politiques mais plutôt enfoui dans le tréfond de nos petites têtes ayant fait très tôt l'apprentissage de la soumission, fonctionne mal. A défaut d'élucider aujourd'hui le mystère de ces blocages, rapellons que le centralisme autoritaire de l'Etat qui s'exerce plus particulièrement dans le domaine réservé de la défense nationale nous fait subir aujourd'hui la stratégie nucléaire anticités ainsi qu'une «revalorisation» des forces conventionnelles dans laquelle est incluse l'armée de réserve. La militarisation des sols et de la recherche scientifique, le commerce des armes et les récentes interventions de l'armée française en Afrique sont autant d'incitations au refus d'obéissance pour les quels sont jugés les objecteurs à l'armée de réserve.

Pour l'année 77, 40 livrets par mois ont été renvoyés en moyenne, soit 480, contre 24 en 76, soit 290. Au cours des six derniers mois, 180 nouveaux renvois ont été recensés. En tenant compte des estimations antérieures à 73, date à laquelle ces actions ont été coordonnées, on peut avancer le chiffre de 1500 livrets retournés à l'envoyeur. La progression de cette lutte, encore trop faible pour constituer un rapport de force politique, semble néanmoins éviter une importante répression. Jusqu'à présent, 163 personnes ont été condamnées. Les peines varient de 400F à 1000 F d'amende avec quelquefois, un mois de prison assorti du sursis et localement doublées de la privation des droits civiques pour 2,3 ou 5 ans. Le code du service national prévoit des peines de 400 F à 10000 F d'amende et (ou) un mois à un an de prison. L'incitation au renvoi, quant à elle, est punie plus sévèrement mais jamais la justice n'a voulu s'attaquer aux «responsables» qui n'hésitent pourtant pas à publier largement leurs coordonnées.

Entre les renvoyeurs et la justice, c'est la guerre larvée. Certains tribunaux, ceux de Nantes et Saumur en particulier, ont trouvé une parade en condamnant à répétition, c'est à dire, en faisant récidiver l'inculpé qui doit, quelques mois après une première condamnation, retourner devant ses juges pour répondre du même délit. Devant cette offensive assez démobilisatrice, sans doute vaut-il mieux réagir par un procès rupture où

«l'absence tactique» signifie que la cause a déjà été entendue et que la menace de la loi ne saurait faire fléchir la détermination des renvoyeurs ? Chez les désobéissants, la volonté quasi unanime de ne pas payer l'amende demeure ferme ; ils s'en expliquent ainsi :

«En ne payant plus les amendes, nous ne cherchons pas à nous soustraire au jugement, nous le contestons ouvertement, comme nous avons contesté la loi, nous refusons de laisser rançonner la liberté, nous poursuivons le combat pour le droit.»

L'accumulation, en deux ans et demi, des peines juridiquement faibles est, aux yeux de certains juristes, une certaine forme de victoire. Mais la persistance des condamnations, leur aggravation de plus en plus fréquente, le fait que les renvoyeurs de livrets militaires n'aient pu multiplier les relaxes en correctionnelle ni les maintenir en appel, révèlent la résistance de la loi et l'imperméabilité des magistrats aux motivations de conscience politique comme aux arguments juridiques. La Cour Suprême, qui doit statuer prochainement sur 12 pourvois en cassation, maintenus par les renvoyeurs (1 de Cahors, 4 d'Orléans, et 7 de Montpellier), se retranchera vraisemblablement derrière l'ordre public et militaire pour éviter de toucher au vrai problème : celui de l'interprétation des lois qui admettent en principe la liberté de changer d'opinion mais qui nient en pratique la possibilité de l'exercer.

CONTROLLER L'ANTIMILITARISME POLITIQUE

En confirmation, Hubert de Touzalin, Docteur en Droit et Procureur de la République à Lisieux estime (1) que d'ores et déjà est établie une jurisprudence à contre courant de celle adoptée par le tribunal correctionnel de Béziers qui avait relaxé Jacques Lemesle en première instance. La convention Européenne des droits de l'homme, sur laquelle tente de jouer la défense, et qui permet de changer d'opinion, dit aussi au paragraphe suivant que la liberté de manifester ses convictions ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité publique et à la protection de l'ordre. En l'espèce le

gouvernement et le parlement français ont estimé que la généralisation du refus des pièces militaires pourrait aboutir à de graves conséquences pour la sécurité publique et l'ordre interne français et par suite, qu'il convenait de contrôler le mouvement actuel de non-violence conjugué avec celui d'un antimilitarisme politique... Une telle sagacité de la part de nos gouvernants, témoigne de la subversion potentielle des mouvements de désobéissance civile.

Bien que les renvoyeurs de livret assortissent leur action d'une demande officielle et systématique de l'obtention du statut des objecteurs (cf GO n° 200), espérant forcer le droit et faire tomber le fameux motif de forclusion qui permettrait alors d'objecter à tous moments et pour tous motifs, l'article 41 du code du service national limite actuellement l'octroi du statut à ceux qui ont fait la demande avant leur incorporation. Il n'y a donc, en droit, aucune contradiction entre la convention européenne et le code du service national.

L'Etat contrôle la situation. On le voit, et la Cour de Cassation le confirmera sans doute, la bataille juridique ne sera pas gagnée. S'arrêter là, pour abdiquer, serait une erreur car, si cette dernière est importante, elle n'est que le reflet de la bataille politique contre la militarisation qui, elle, n'a aucune raison de s'arrêter et qu'aucune force coercitive ne doit endiguer. La lutte au sein de l'outil «désobéissance civile» est apprentissage de liberté. L'action n'a pas pour finalité le procès (qui doit apparaître comme une conséquence annexe) mais bien la résistance à un Etat de plus en plus fort qui gouverne et sécurise en militarisant tous les aspects de la société.

Si, pour vous, tout ce discours ne veut pas dire grand chose, il suffit peut-être de lire la révoltante actualité de nos avions bombardant le peuple Sahraoui pour rompre définitivement avec l'institution qui nous a volé des années de notre vie pour nous apprendre à tuer.

Yves-Bruno Civel

(1) in la Gazette du Palais II 78 paragraphe 18829.

Une partie de cette analyse est empruntée à Olivier Vial dans Analyse et propositions de la Coordination Nationale des renvoyeurs de livrets militaires.

Tous renseignements : O. Vial BP 44 74300 Cluses

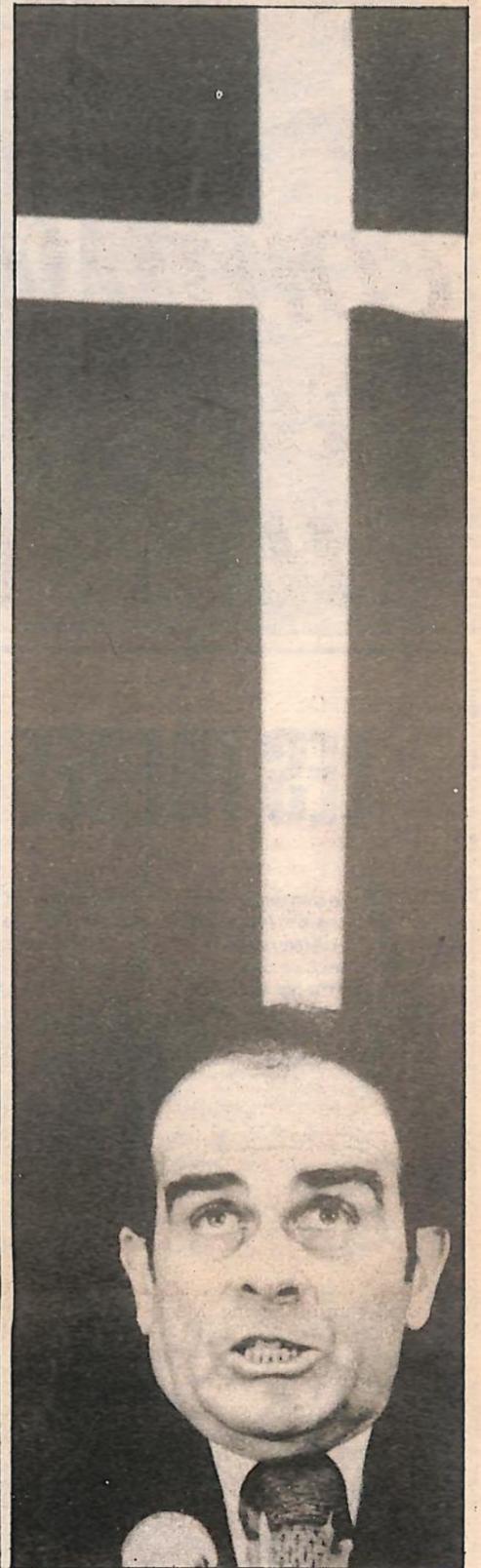


Photo D.R.

...MATRAQUÉ.



Photo D.R.

Du 20 au 28 mai, un grand nombre de ceux qui à travers l'Europe ont décidé de prendre en main leur vie se rencontrent à La Rochelle. Cette manifestation sera une rencontre de spécialistes mais la réunion d'individus et associations de quartier, groupes formels et spontanés, qui ont entamé des expériences nouvelles dans les domaines de l'environnement, de l'urbanisme, de l'application des données écologiques en milieu rural et urbain, de l'innovation communautaire, de l'expérimentation des technologies douces... Le but de ces rencontres est de créer une plateforme internationale d'échanges, de confrontations entre ces expériences

servira de point de départ à la présentation des expériences. Autour de ce tronçon central, des groupes de travail pourront se constituer pour étudier plus à fond un problème précis. Un journal vidéo réalisé par une équipe rochelaise, le CREAU, donnera chaque jour un aperçu de la journée précédente. Un journal mural ouvert aux participants sera publié tous les matins. Des comptes-rendus des groupes de travail et des présentations d'expériences seront diffusés sous forme de cassettes. Un bus vidéo assurera la régulation du matériel et des infos vidéo. Une vidéothèque sera à la disposition des participants.

PERSPECTIVES

et d'assurer la diffusion du matériel d'information, regroupé à cette occasion auprès d'un public plus large. Favoriser la communication et donner une large place au matériel audio-visuel (témoignages) rassemblé à travers l'Europe et apporté par les participants constituera la base des échanges et

Les gens qui souhaiteraient présenter leurs expériences peuvent nous contacter jusqu'à fin mai à : Dilemme, 535.58.86 ou 707.21.84 à 8 rue du Puits de l'Ermitte 75005 Paris et au centre d'information, square Valin 17000 La Rochelle. Tél. (46) 41.72.07 ou 41.16.99

Blagneux, une communauté avant d'être une école.

La semaine dernière, nous commençons ici une réflexion sur les rapports adultes-enfants. Pour la poursuivre, nous attendons vos lettres. Dans l'intervalle (au rythme d'un reportage tous les quinze jours) nous présenterons quelques expériences vivantes. Puis, dans un mois environ, nous reprendrons la réflexion théorique, étayée des textes de loi sur l'éducation et d'une bibliographie. Aujourd'hui, la première année d'une école parallèle à la campagne.

BLAGNEUX, dans l'Isère: un invraisemblable château planté de guingois comme un chamois fou à flanc de montagne, à quelques kilomètres de Saint Marcellin. Cour, forêt, champ, petite route. A l'intérieur, une grande salle à manger pour tout le monde à côté d'une grande cuisine, des salles de «travail», des ateliers (bois, poterie, tissage) des dortoirs, des chambres, un foyer... Récemment, grâce à la vente de leurs poteries au cours d'une fête, les enfants ont pu installer un ping-pong. Même les lapins, les chèvres et les poules ont leur coin.

Un directeur conforme

Jean-Michel a fait dix ans dans l'Education Nationale, d'abord comme surveillant, puis comme prof auxiliaire. Il sentait qu'il était possible de vivre des rapports très forts avec les gosses, mais pas dans le cadre de l'Education Nationale! Il quitte donc la galère et se retrouve avec Brigitte dans une école parallèle où ils rencontreront Claude, un grand élève. Tous trois se sépareront de cette école au bout de cinq mois, non sans avoir tiré des leçons de l'expérience.

Tous quatre cherchent des lieux, parlent du projet autour d'eux... Enfin, ils trouvent le château: une annonce à la librairie Arthaud de Grenoble. Rencontre avec des parents intéressés. Une première réunion avec une quinzaine de ces derniers dont dix resteront. En mai, une petite fête pour se faire connaître et récolter un peu de fric permettra le démarrage de Blagneux. D'autres parents se manifestent, nouvelle réunion... Un dossier est présenté. Tout est en ordre: un directeur avec ses cinq ans d'ancienneté dans l'Education Nationale et son bac, des locaux conformes, le dossier est accepté. Juillet-août: aménagement des locaux. Septembre: les portes sont ouvertes.

Vivre ensemble

Comme pour beaucoup d'écoles différentes ou d'expériences plus ou moins marginales à base communautaire, il y a des souvenirs de 68 à Blagneux. Mai, les souvenirs de mai, c'est la réflexion: un jour, elle aboutit au passage à l'action... Par ailleurs, Jean-Michel et Nicole avaient lu «Libres enfants de Summerhill» (1), ce livre porteur d'espoir.

vivre ensemble, vivre des rapports très forts avec les gosses. L'école, c'est donc un peu le prétexte pour réunir des adultes et des enfants dans une relation nouvelle. Le but n'est pas la formation de futurs diplômés bien préparés à l'insertion dans la société actuelle. On préfère répondre au besoin de découverte des gosses et rechercher avec eux leurs intérêts réels. Il faut que tout le monde trouve son compte, aussi bien enfants qu'adultes. Ces derniers savent qu'ils ont beaucoup à découvrir, à apprendre, à vivre.

Tout ça, c'est le désir, le rêve... peut être le futur pour demain, mais pas encore tout à fait la réalité actuelle: la bonne volonté ne suffit pas pour créer le paradis d'un jour à l'autre.

Raisonnement, l'équipe a choisi de vivre un stade intermédiaire en suivant plus ou moins, et au rythme de la demande des enfants, les programmes scolaires correspondant à leur âge, sur des horaires irréguliers et avec des méthodes pas forcément orthodoxes. Pour les parents, un problème se pose: l'expérience est neuve, fragile... Si elle s'interrompt, que deviendront les enfants? Dans le secteur scolaire traditionnel, ils seraient bons pour le CET ou la classe dite «spécialisée».

Des parents contestataires

La majorité des parents d'enfants vivant à Blagneux sont des petits ou grands contestataires de la société en général et du système scolaire en particulier. Partant, les gosses ont déjà en arrivant des habitudes de liberté et d'autonomie; d'ailleurs la plupart refusaient l'école ou le CES, trop différents de ce qu'ils vivaient dans leurs familles. Quelques parents (une infime minorité) cependant, avaient «mis» leurs enfants à Blagneux sans motivations profondes, soit parce que c'était pour eux la seule possibilité, soit parce que c'était l'internat le plus proche. Même ceux-la, lorsqu'ils retrouvent leur enfant le samedi ou le dimanche, voient bien que «quelque chose se passe» et participent à l'évolution générale.

Les parents n'ont pas «le pouvoir» à Blagneux, ce qui ne les empêche pas de venir quand ils veulent, de participer ou même de proposer ou d'animer des activités, et surtout de donner leur avis lors des réunions mensuelles. Mais les décisions appartiennent avant tout à ceux qui vivent dans l'école, adultes et enfants, ce point a été posé dès le départ.

Jean-Michel argumente: beaucoup d'écoles

parallèles ont été créés par des associations de parents. Ces derniers détenaient tout le pouvoir sur l'école, même quand ils ne prenaient pas en charge son fonctionnement ce qui provoquait souvent des conflits entre eux et les animateurs qu'ils payaient: c'est la cause de nombreux échecs.

Si une communauté-village se regroupait autour de l'école, le problème ne se poserait pas ainsi.

Déjà, quelques parents ont cherché à s'installer dans le coin pour se rapprocher, mieux connaître et participer à l'histoire de l'école. Quelques uns y sont déjà parvenus, comme Maïté mère de deux enfants et son copain André souvent présent. La plupart des autres habitent Saint Marcellin ou Grenoble (à 50 kilomètres).

Tentative d'ouverture

Malgré l'absence de communauté villageoise autour de l'école, l'équipe ne conçoit pas Blagneux comme une petite expérience refermée sur elle-même. On tente donc des ouvertures sur la région (Chevrières, village au pied de la colline, Saint Marcellin tout proche et même Grenoble). Il y a les deux enfants qui habitent la région: le fils d'un commerçant de Saint Marcellin et celui d'un agriculteur voisin. Un agriculteur fournit gratuitement le foin pour les animaux, un autre vend son lait, une fermière ses œufs... Ce ne sont que des rapprochements isolés, bien que, dans l'ensemble, les rapports avec la population ne soient pas trop mauvais.

Jean-Michel raconte qu'avant l'ouverture il est allé voir l'institutrice du village qui est aussi secrétaire de mairie... Ça n'a pas été le coup de foudre du côté de la dame: ces marginaux n'allaient-ils pas concurrencer l'école du village? Jean-Michel a expliqué qu'il n'était pas question de rivalité, les enfants ne seraient même pas de la région, et caetera. Ça n'a pas empêché la consciencieuse institutrice de faire le tour des familles de Chevrières leur conseillant de ne surtout pas mettre leurs enfants à Blagneux! Une tentative de prise de contact est lancée en direction de la MJC de Saint Marcellin. Hélas le directeur, partisan sans doute de la promotion par le savoir n'aime pas l'«élitisme» des écoles parallèles.

Des relations s'établissent avec le comité écologique de la région créé après Malville 77, on participe, on débat, on colle des affiches... Mais il a fallu encore bien des mots pour dégager Blagneux du soupçon de paradis pour petits bourgeois privilégiés! Enfants et adultes de Blagneux continuent leur tentative d'ouverture vers l'extérieur, tout en ayant bien conscience du fait que les initiatives doivent venir de leur côté.

la vie à Blagneux

Les enfants sont vingt-cinq entre 3 et 13-14 ans, plus un garçon de 15 ans et une fille de 16, plus autonomes et proches, ces deux-là, de l'équipe d'adultes.

Pour l'équipe, Blagneux est une expérience nouvelle, à inventer au fil des jours. Ils ne sont donc pas partis avec des structures pré-établies ni des activités préparées d'avance. Seulement une idée de la première étape essentielle: que tous se connaissent, enfants et enfants, adultes et adultes, enfants et adultes... Cette première étape dura un mois, avec pour seules références: une grande maison, des animaux, l'espace, l'équipe. Ce premier mois, le soleil brillait, les enfants vivaient presque exclusivement à l'extérieur sans beaucoup se soucier du groupe d'adultes. Ensuite, il a fait moins beau, on s'est d'avantage retrouvé dans la

Blagneux tourne grâce aux pensions que versent les parents. Elles sont fixées en fonction du revenu de la famille et s'échelonnent entre 300 F et 1000 F. La moyenne des pensions versées est de 500 F.

Un enfant vivant à Blagneux revient à peu près à 900 F par mois. Loyer du château: 4000 F par mois; chauffage: 5000 F (au moins) par mois, plus la bouffe et le matériel. Il faut donc plus d'un million par mois pour faire tourner Blagneux en hiver.

Les adultes ne sont pas salariés, pas bénévoles non plus, puisqu'ils ont le gîte et le couvert assuré.

Pour ramasser un peu plus d'argent, l'équipe accueille des stages le week-end. Brigitte qui travaille à l'extérieur et dont le gosse vit à Blagneux donne presque toute sa paye à la communauté. Il y a aussi les fêtes...

Pour le moment pas de dettes, mais c'est juste...

maison. C'est à ce moment-là que la vie ensemble a commencé à prendre forme.

Alors, les enfants ont cherché à définir Blagneux, se sont posé des questions: «Qu'est-ce que c'est que cette grande baraque où on fait comme on veut? où tout le monde fait la cuisine, la vaisselle, le ménage? Ça ne ressemble pas à l'école, pas à la colo, pas non plus à la maison! Mais qu'est-ce que c'est?»

Les adultes, de leur côté, se réunissaient souvent pour voir ce qu'il était possible de faire, puis proposaient des activités. Ils voulaient montrer aux enfants qu'il s'agissait tout de même un peu d'une école. Ils proposèrent un emploi du temps, mais très relatif, évolutif, révisable selon les désirs des enfants.

Cet emploi du temps comporte des activités très diverses. D'abord celles qu'on pourrait qualifier de traditionnelles, matières scolaires: maths, français, histoire, géo, langues. Leur enseignement n'est pas imposé, non plus que ses modalités.

Ainsi, pour débloquer les retardataires en français, on a trouvé préférable au bombardement de dictées et exercices, la rédaction d'un journal interne. A travers ce journal publié, lu, vendu, les enfants découvrent que ça peut être chouette de lire et écrire. Pour l'expression orale, un moyen pas ennuyeux: le théâtre.

La grammaire, on peut l'apprendre en corrigeant les papiers du journal.

Des groupes d'enfants se sont formés presque spontanément. A partir de la sixième, c'est le groupe des «grands». Les moyens, autour de neuf ans, forment un groupe homogène, solide, volontiers hégémonique.

Les tout petits restent entre eux. Rose s'occupe de ceux qui sont en âge d'apprendre à lire et écrire. Pas de formation précise, pas de pédagogie précise, pas d'horaires précis... Pour Rose, l'important réside dans l'amour qui existe entre elle et les enfants. Elle est pratiquement toujours avec eux. Ils avancent par jeux. On fait des promenades et on trace des lettres dans la neige, on prend un livre et on lit tous ensemble, on va à l'atelier poterie. Parfois on a envie de ne rien faire, alors on ne fait rien. Rose est à disposition. Quand on a besoin d'elle on vient la chercher. Beaucoup d'enfants travaillent seuls, chacun à son rythme, notion importante, en réaction contre le rythme moyen imposé ailleurs par l'instituteur... Plutôt que de les forcer, l'équipe essaie que ce soit l'ambiance du milieu qui stimule les enfants pour telle ou telle activité. Les petits voient lire les plus grands, ils ont envie de savoir déchiffrer le journal, ils reçoivent des lettres. Un exemple: Steph n'a rien voulu faire pour l'apprentissage de la lecture ni de l'écriture pendant trois mois. Un jour, il raconte une histoire. Jean-Michel lui demande s'il ne voudrait pas faire des textes avec son histoire? D'accord si on m'aide. De puis, Steph demande à lire et à écrire.

Blagneux, ce n'est pas seulement des cours et des ateliers: on y vit. Il faut nourrir les poules et les lapins, les tenir propres. Les enfants prennent cette tâche en charge d'un cœur léger. Ils suivent l'évolution de leurs bêtes avec intérêt. Il faut aussi faire la vaisselle, aider à la cuisine, nettoyer les chambres et les différentes salles. C'est moins drôle, mais les enfants voient vite la nécessité d'assumer leur rôle dans la collectivité. On a besoin de chacun d'eux. Et puis, la vaisselle ou la corvée de pluches avec un adulte, c'est un moment de discussion, d'échange, fructueux, agréable, presque privilégié.

Au journal, nous connaissons personnellement un garçon de quinze ans pensionnaire depuis quelques mois à Blagneux. Il y est parti complètement révolté contre le CES, contre le monde des adultes, contre la société. Hargneux, pénible, malheureux, incapable d'ouvrir un livre ou de déplacer une assiette, il se serait passé de nourriture plutôt que d'aider à la préparation du repas. Nous le trouvons aujourd'hui plus détendu, plus gai, toujours aussi peu participant aux tâches dans la vie extérieure, mais nous savons qu'à Blagneux il commence à prendre sa part du boulot. Pour ce qui est de se remplir la caboche avec des connaissances nouvelles, il n'y a encore aucun changement: on n'a pas l'impression qu'il soit très stimulé intellectuellement là-bas. Ça viendra peut-être?

Pas de pouvoir arbitraire

Blagneux, ce n'est pas un groupe d'enfants juxtaposé à un groupe d'adultes, c'est un ensemble qui essaie de vivre. Dans cet ensemble, chacun a son exigence, son mot à dire: son existence. Tout ça n'est pas le résultat d'un coup de baguette magique, mais de toute une lente évolution, avec des hauts et des bas.

Blagneux (suite)

Après le premier mois euphorique, puis la période transitoire des questions, ça a été le moment des affrontements. Les enfants, étonnés de la liberté qu'on leur laissait, peu habitués à avoir un réel pouvoir sur leurs vies, ont voulu voir, selon la formule consacrée « jusqu'où ils pouvaient aller trop loin ». La recherche des limites était poussée très loin, non sans une certaine agressivité. D'abcès crevés en réunions d'élucidation, la vie à Blagneux s'agence de mieux en mieux, comme le montrent les quelques exemples suivants.

Une réunion parmi d'autres. Depuis quelques temps, les groupes s'interdisent mutuellement leurs salles ou chambres. A chaque entrée intempestive d'un grand dans la chambre des moyens ou vice versa, ça gueule. Ça va bientôt finir en grande bagarre. La réunion chauffe! A tel point que les moyens quittent tous ensemble la salle de réunions. Tant pis, on continue sans eux. Mais eux, ne perdent pas leur temps: ils vont faire le ménage complet de leurs locaux! Maintenant, tout le monde peut entrer, mais attention! Vous avez vu comment on a nettoyé? Ce sont nos locaux, pas question de venir saloper et foutre la pagaille!

Un autre jour... Thomas, l'air décidé, s'adresse aux adultes: « On veut partir tout seuls, on veut coucher dehors », ceci sur un ton sans réplique. C'est pour eux un moyen d'estimer leurs limites mais aussi une envie réelle.

Ça tourne vite dans la tête des adultes: les parents, les accidents, l'assurance, notre responsabilité... Refuser? Non. « Ça pose quelques problèmes... Mais on peut en discuter et prendre une décision ». Les enfants, mis en confiance par cette réaction, sont d'accord. Le lendemain matin, de bonne heure, ils s'en vont seuls. Jean-Michel les retrouve à 13 heures pour leur apporter à manger et il repart vite. La journée continue pour les enfants. Le soir, ils rentrent d'eux mêmes, épuisés mais heureux de leur journée de responsabilité. Ainsi, à Blagneux, on privilégie le désir d'affirmation (ou le désir tout court) des enfants par rapport au risque. De toutes façons, des risques, il en existe partout et c'est toujours l'imprévisible qui arrive. Après coup, les parents ont été mis au courant de la ballade solitaire de leurs rejetons. Ils ont bien réagi. Quelle aurait été leur réaction si un accident était alors arrivé? Jean-Michel conclut: « tu vois pourquoi il est si important que les parents soient sur la même longueur d'ondes que nous! ».

Comment réagissent les adultes quand les enfants se battent? Ils m'expliquent qu'ils n'interviennent que quand un grand tape un petit. Non pas par pouvoir d'adultes, mais parce qu'il y a là une injustice et aucune raison de la supporter. Par contre, pas d'intervention quand les bagarreurs sont de même force, surtout s'ils sont de sexes différents. L'histoire de Gaëlle explique cette attitude: Gaëlle a toujours eu du mal à se faire accepter en tant que fille dans le groupe des moyens à majorité de garçons. Elle refusait de prendre sa douche avec eux. Un jour, elle s'est battue avec Franck et ils sont arrivés à égalité. Le soir même, Gaëlle prenait sa douche avec tout le monde.

Dans l'ensemble, Jean-Michel ne voit pas pourquoi les enfants devraient obligatoirement régler leurs problèmes entre eux. Le fait d'empêcher les adultes d'intervenir dans les problèmes des enfants (et pourquoi pas vice versa) crée une scission arbitraire entre un monde d'enfants et un monde d'adultes. Ce n'est pas ce qu'on souhaite à Blagneux.

On souhaite, encore une fois vivre ensemble. Dans ces conditions, on pourrait s'étonner du fait que les enfants retournent systématiquement dans leurs familles (sauf les plus grands, autonomes, qui peuvent rester s'ils le désirent) toutes les fins de semaines et aux vacances scolaires. A cette critique, l'équipe répond qu'elle a besoin, de souffler... et puis besoin aussi de faire rentrer un peu de subsides en louant la maison à des groupes. Tout cela s'arrangerait avec une communauté-village autour de ce lieu de vie. Ce sera peut être l'évolution de l'attachante expérience de Blagneux.

enquête: Djamilia

(1) « Libres enfants de Summer Hill » de A. S. Neil (Maspero): La relation, par son auteur, d'une expérience pédagogique à base de non directivité et d'analyse. Passionnant, critiquable, critiqué, mais fourmillant d'idées et de remises en cause.

MALVILLE: 1 AN DE RETARD



Le chantier du Surgénérateur Superphoénix continue, mais les retards s'accumulent sur les plannings des ingénieurs de la NERSA (1).

photo Didier GO-CNV

Le radier, ou socle du futur(1) réacteur de Superphoénix est terminé ainsi que l'immense hall du montage de la cuve. Grâce aux trois immenses grues, qui ont chacune environ cent mètres de haut, la construction du réacteur lui-même avance.

Sur le site, les bureaux-aménagements, les réfectoires, les

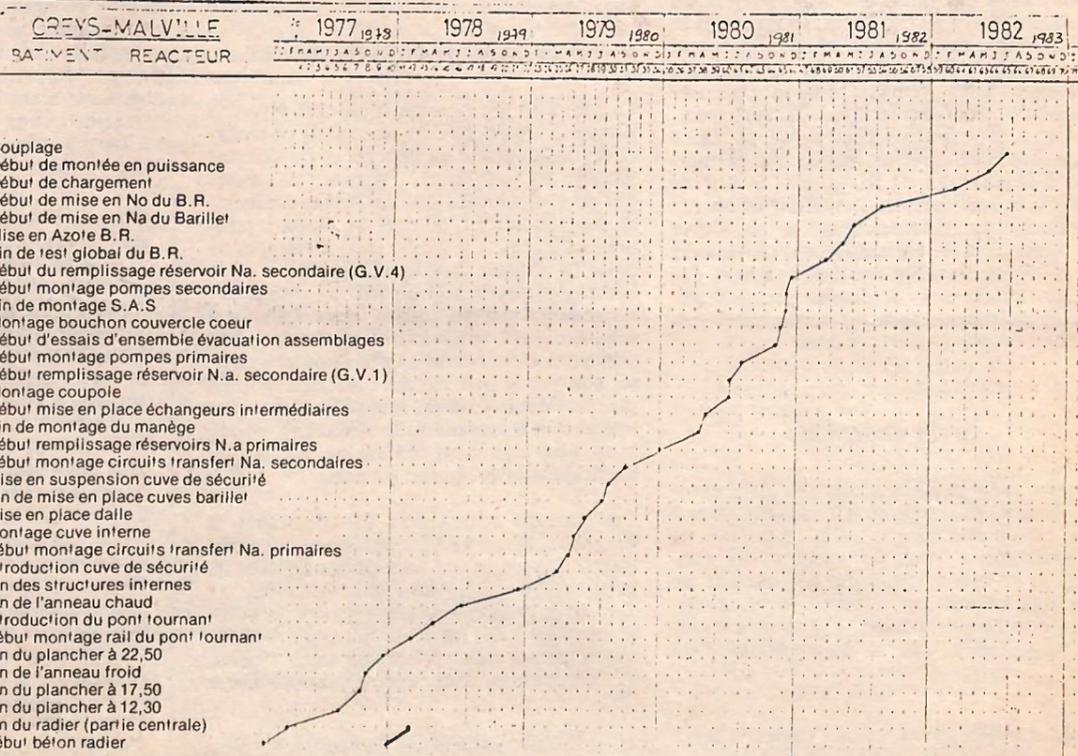
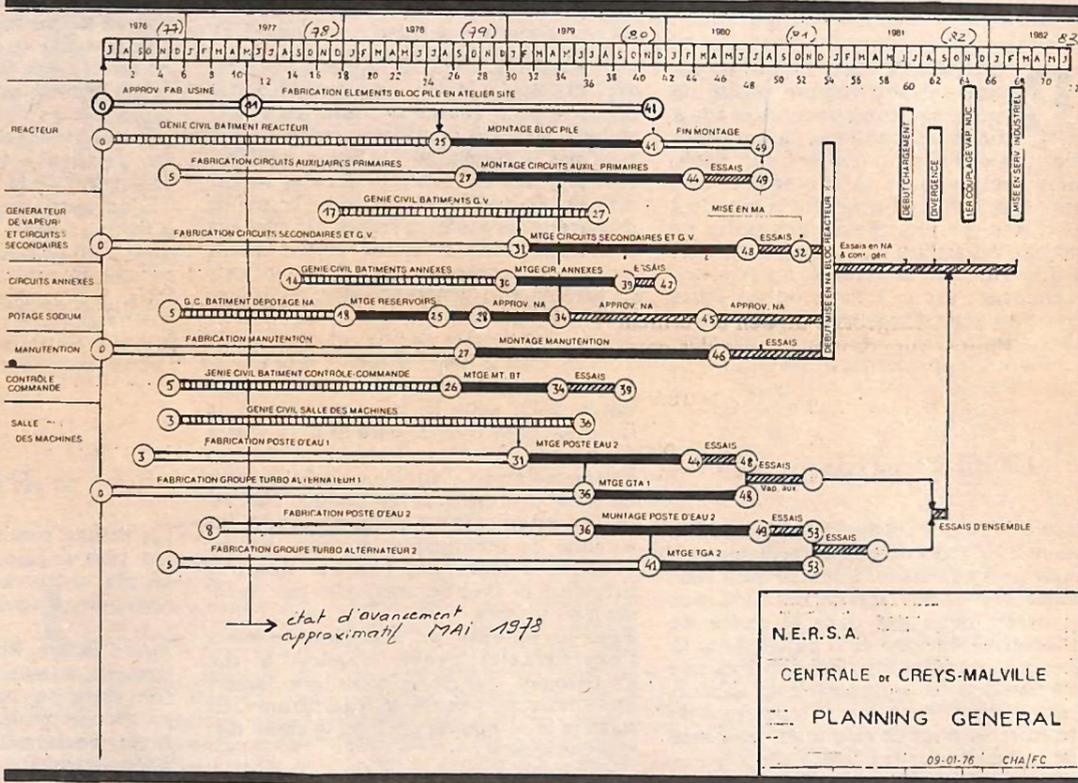
ateliers, le pylône météo, la centrale à béton et l'ouvrage rejet près du Rhône sont également terminés.

Nous publions les plannings généraux qui sont parvenus à la rédaction. Il semble que la NERSA ait environ un an de retard. L'avancement des travaux en mai 78 est celui qui était prévu en Mai 77 sur les

plannings. Pour les mettre à jour, il suffit donc de décaler d'une case les années situées en haut des plans.

G.D.

(1) Société industrielle maître d'œuvre de Superphoénix où EDF représente la France.



Odieux, criminels, sadiques, terroristes fous, hyènes lubriques, vampires, fanatiques de l'instinct de mort, diaboliques scénaristes de l'absurde, ignobles bourreaux, esprits pervers, maniaques, psychopathes, apôtres de la mort, VAS'Y, COCO, TU TIENS LE BON RYTHME,

maîtres du chantage, monstrueux criminels, ennemis de la démocratie, LES BRIGADES ROUGES ONT SOULEVE DANS LE MONDE UN ECOEURLEMENT UNANIME.

Unanime ?

Non ! Pas unanime.

Sans compter tous les Italiens, et ils sont nombreux, qui se foutent de Moro comme de leur première chemise, je connais au moins un individu, et je persiste et signe, qui réserve le torrent impétueux des adjectifs outrés (relevés dans le «Le Monde»), aux BRIGADES NOIRES DES ESCADRONS DE LA MORT ARGENTINS,

qui ont sadiquement et ignoblement TORTURE 20.000 PRISONNIERS POLITIQUES

et en ont MASSACRE 10.000.

Recensement approximatif d'Amnesty International.

Un contre 30.000 ! Les brigades rouges font un peu amateur. Oui, mais quel un ! Un chef historique du Compromis exploités-exploités ! Les autres, les Argentins, c'est la masse, la plèbe, la racaille, les galets de la mer. Pour deux religieuses françaises disparues, on s'indigne. Pour 30.000 morts, on s'habitue. La routine, coco ! Compose-moi ça en 6 et mets-le dans les brèves de la 12 ! Et puis c'est la raison d'Etat ! Impossible d'aller contre sans s'ingérer dans les affaires d'autrui. Alors on la ferme !

Que le syndicat international des Chefs d'Etat déplore la perte du meilleur des siens, le bel Aldo Moro, soit ! C'est dans la ligne ! Mais que les Partis Communistes pleurent un grand bourgeois d'un oeil et ferment l'autre quand on massacre des communistes en Argentine, alors là, c'est plus fort que de jouer au bouchon !

Sauf si l'on se souvient que les partis communistes sont faits d'hommes destinés, comme Moro, à diriger les foules et que, entre un Moro et un Berlinguer, il n'y a que la distance

RESPECTONS LA DOULEUR DES CROCODILES



«Celui qui ne sait pas est un imbécile mais celui qui sait et qui ne dit rien est un criminel».

Bertold Brecht

entre le probable et le possible. Jamais comme aujourd'hui, on n'aura si clairement distingué la connivence émue entre les dominants. Tous pour un, tous pourris ! Les hommes sont mortels, les fonctions sont sacrées.

Ben oui, c'est la guerre ! La guerre sociale (1). A la guerre, il y a des victimes. En général, faut bien dire que les victimes des guerres sociales, on les trouve pas tellement dans le camp de Moro. Un exemple : Boussac.

Dans un journal j'ai vu un truc comme : «l'Etat ne soutiendra pas le groupe Boussac, à cause de ses erreurs de gestion. C'est Boussac qui devra en supporter les conséquences».

Tu parles comme c'est Boussac qui va payer ! C'est plutôt les 11.000 employés de Boussac. 11.000 chômeurs de plus, 11.000 largués du monde du travail, victimes d'une guerre dont ils sont les soutiers, les râclures, les moins que rien. La viande travailleuse que l'on épuise, que l'on tue, que l'on déporte, que l'on vide de ses forces, de sa vie, et que l'on abandonne, une fois usée, sur le pavé. Comme Moro. Ça fait dix ans qu'il bat de l'aile, le groupe Boussac. On aurait peut-être pu les consulter, les employés de Boussac, les considérer comme des êtres humains, leur demander s'ils voulaient toujours fabriquer ces objets invendables, vu la concurrence made in Hong-Kong !

Mais non, Boussac était aux courses, surveillant ses canassons, ou son écurie journalistique de «l'Aurore», c'est pareil, vendue un jour avec les meubles, comme une marchandise. Les esclaves marnent, les patrons trinquent.

Sur les 11.000 victimes de la guerre sociale chez Boussac, combien vont crever sous peu, se suicider, se droguer, mourir de chagrin, ou d'inutilité, ou de dignité volée ? Combien de divorces, d'enfants déportés, de pavillons désertés ? Combien de vies détruites ?

Et qui va en parler ? Qui va dénoncer, avec les adjectifs furibards du «Monde», l'odieuse exploitation de milliers d'hommes et de femmes par un patron nommé Boussac ? Ah, si Boussac recevait une rafale de mitraillette dans les jambes, on entendrait le chœur des vierges !

Chefs en tous genres, où que vous soyez placés, à la tête des Etats, des journaux ou des partis, vos larmes ne me font pas pleurer.

C'était notre série «apologie du crime ! Dans un journal non-violent ! c'est décidé, je me désabonne !».

Arthur ●

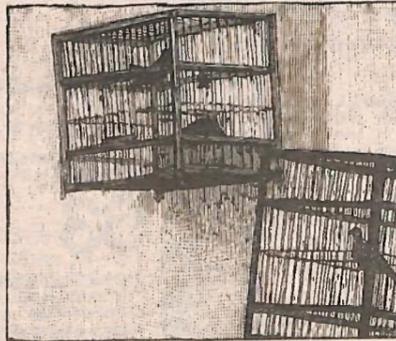
(1) Comme l'excellente revue du même nom, dont le n° 2 vient de paraître, et dont on recausera.

Mission accomplie

«L'Italie c'est la France ! Le renforcement des effectifs de police est une nécessité absolue pour la sécurité des citoyens. J'ai toujours pensé que la démocratie était un régime d'autorité...» C'est par ces propos énoncés le 10 mai sur Europe 1 que Chirac commentait l'évasion de Mesrine, cumulant le fait divers avec la situation explosive italienne. Et d'annoncer dans la foulée une prochaine réunion rassemblant, à Paris, les maires de l'ensemble des grandes villes de France. On y discuterait sécurité entre gens de même parano...

Mesrine lui, court toujours, ridiculisant l'administration pénitentiaire «qui vient de perdre son directeur, Pierre Aymard) et la maison Poulaga ensuite. Son évasion, mûrement réfléchie, chacun s'y attendait, la souhaitait presque. Elle

arrive au bon moment... Mesrine est entré dans la légende par la porte des magouilleurs, pas n'importe laquelle, de celle qui dure, de celle qu'on se racontera le soir, à la veillée, génération après génération, histoire de se défriper les ovaires. Cette légende, il l'entretient soigneusement dans un livre : «l'instinct de mort», édité alors qu'il croupissait en taule, puis dans la presse qui l'élèvera un peu vite au rang d'ennemi public numéro 1. Mesrine est un dur, il faut que cela se sache, Mesrine est un con, il faut que cela se sache aussi.



Cette évasion permettra désormais à certains de se justifier à postériori toutes les mesures de «sécurité» appliquées à certains détenus. Giscard en tête, si l'on en croit sa dernière trouvaille : «examiner les modifications à apporter au régime pénitentiaire pour rendre impossible le renouvellement de tels faits». Et vu que le système de détention sûr à

100% c'est la guillotine... Toutefois, nous n'en sommes pas encore à ce stade.

Le danger est grand cependant. Si le Sénat vient de repousser le projet de loi du gouvernement visant à légaliser les Quartiers de Haute Sécurité, Peyrefitte n'en maintient pas moins sa demande, arrogant du fait que les QHS ne doivent leur existence qu'à un décret sur la légitimité duquel le Conseil d'Etat doit prochainement statuer.

Une autre clause du projet prévoyait «l'extention des pouvoirs de police judiciaire à certaines catégories de fonctionnaires», tels les groupements de corps urbains et de CRS par exemple. Nous verrions alors, lors de manifestations, ces trop connues troupes de choc requérir la force publique, décider de son emploi, commander les manoeuvres, garder à vue, déférer au Parquet, etc...

Une somme d'initiatives qui pèseraient lourd dans la balance des libertés, un débordement grave de conséquences pour celles-ci. Le Sénat, là encore, n'a pas suivi Peyrefitte dans les méandres de ses fantasmes. Le Garde des Sceaux, pas mou de la cafetière, présente donc un «nouveau projet» : ces fonctionnaires deviendront OPJ à compétence restreinte, c'est à dire qu'ils ne pourront exercer leurs pouvoirs que dans la recherche d'infraction au Code de la route. Une demi-mesure dont il convient de se méfier également. Affaire à suivre de près...

Mandrin

Sur le terrain

02

SOIREE SUR L'ENERGIE Le comité antinucléaire de St Quentin vous invite à assister le vendredi 19 mai à 20 h 30 au centre social du quartier de l'Europe à cette soirée qui aura pour thème l'énergie nucléaire et les énergies douces. La soirée commencera par la projection d'une bande vidéo relatant les événements de Malville (31 juillet 77). Puis un débat aura lieu sur le problème des énergies.

05

CREATION COOP BIO Réseau producteur-consommateur... 1^{re} réunion pour mise en route, projets, organisation le samedi 20 mai, vers 18 h chez Masset la Basse-Plaine 05260 Chabottes.

08

REUNION De l'association Altern'Ve au nucléaire le mercredi 17 mai à la FOL 12 rue Bayard 08000 Charleville-Mezières

12

STAGES Groupés de marionnettes, peinture, musique, atelier pour enfants. Spectacle de marionnettes avec décors et musique en fin de stage. Prix 325 à 650 F pour 15 jours. Stages de Feyerois (affiliés au club Vacances Insolites), Borel Bar 12270 Najac

14

RAMASSAGE Les Amis de la Terre de Caen cherchent des renseignements sur toutes formes de ramassage sélectif des ordures ménagères et recyclage ou compostage de ces déchets. A. T. Caen, Yves ou Dominique, 15 rue Pémagnie 14300 Caen (c'est urgent).

19

CHPEUNEUNEU 78 peinture, sculpture, écritures, dessins, poterie, tissage. Atelier de création, stages d'initiation, de recherche. Prix du stage 520 F pour 10 jours (matériel et matériaux compris) + assurance 30 F. Les Chpeuneuneux, La Boissière, 19310 AYEN. Tél: 5525 1569.

21

NATURE ET PROGRES la délégation régionale vient de publier sa revue n° 2, 26 pages ronéotypées avec le programme des activités Demandez-la à Josette Krieger 53 av de Stalingrad Bât 5, 21100 Dijon (contre 3F en timbres) Nature et Progrès 21 vient également de mettre en place une section locale à Beaune autour d'un groupement d'achat de produits biologiques et d'une commission «viticulture». Contact Maryse Gaudet, 1 rue Marie Noël, 21200 Beaune, tél. (80) 22 45 14. Réunion le 23 mai à 21 h, MJC de Beaune, promenade des Buttes.

24

REUNION DU COMITE REGIONAL D'INFORMATIONS ANTIMILITARISTES Dimanche 21 mai à partir de 14 h précises à la Gamarde, route de Pomport au Montell (à gauche avant Lamonzie St Martin sur la route de Bergerac à Ste Foy la Grande, berge sud de la Dordogne). Pour contact, écrire à Maynadie Gérard, rue John Bost 24130 Lamonzie St Martin.

25

AU CAFE-THEATRE LA CAVERNE à Périgueux, 18, 19, 20 mai à 21 h: Ancinel et Maheo jouent «2 hommes en colère», spectacle de Patrik Font, humour et satire et joyeuse anarchie. Les 23, 24, 25 et 26 mai à 21 h, chansons avec Michel Vivoux, auteur compositeur interprète et beaucoup d'humour.

25

ENERGIES DOUCES A l'initiative des Amis de la Terre, du groupe ATOME (15 % EDF), de l'UFC Que Choisir ? et de l'UL-CFDT aura lieu le samedi 20 mai à partir de 10 h au fort de Brégille à Besançon, une fête-rassemblement sur le thème des énergies nouvelles. Au programme : exposition de matériel, théâtre régional, musique, garderie, buffet.

25

UN JOUR... VIVRE AU PAYS Semaine de l'immigration à Besançon. Organisée en collaboration avec Chant libre, Masques, Télérama et la F.R.A.T.E.. Tous renseignements à l'ADEAP, 7 rue des Iris 25000 Besançon. Tél. (81) 88.18.17

26

STAGES Maîtriser son corps, sa santé, sa vie, devenir autonome. 28 stages d'une semaine cet été à l'Université d'Eté au château de la Bégué de Mazenc (drôme). Programme détaillé : Horus-Animation - 13 rue d'algérie, 69001 Lyon.

32

L'ASSOCIATION « SESAME » A plein de projets pour Auch et le Gers. Il y a déjà une coop de bouffe bio. Permanence le mercredi de 18 h 30 à 20 h au 5 rue de la Treille. A la

même heure au même endroit, vous risquez fort de rencontrer aussi des non-violents, des objecteurs, des auto-réducteurs 15 % EDF, bref tout un joli monde.

35

C.O.B.A. Dans le cadre de l'action pour le Boycott de l'Organisation de la Coupe du Monde par l'Argentine, les C.O.B.A. bretons continuent à informer sur la situation de ce pays.

Après avoir sensibilisé la population sur les conditions de vie du peuple argentin (misère, torture, emprisonnement arbitraire), par l'intermédiaire de moyens audio-visuels, et en faisant appel à des exilés Argentins, les C.O.B.A. bretons ont décidé de poursuivre et d'étendre l'action.

Dans ce but, ils proposent de faire pression directement sur le gouvernement argentin, par le biais d'une campagne de cartes adressées à l'ambassade d'Argentine, carte sur laquelle ils demandent la libération de tous les prisonniers politiques.

Les cartes sont disponibles au C.O.B.A. de Fougères, 28 Bd J. Jaurès 35300 Fougères. Tél. (99) 99.68.91

On peut les commander par 10, au prix de 1 F l'unité (port compris). Au-dessus de 10, au prix de 0,50 F (port compris) payable à la commande. Chèque à l'ordre de Marie-Pierre Rouger.

36

PLEIN D'ANIMATIONS Les 20 et 21 mai, au centre socio-culturel, rue Michelet à Châteauroux, pour les Journées de la protection de la vie (agriculture biologique, alimentation saine, santé).

Organisées par Nature et Progrès. Pour tous renseignements, tél. 34.29.20.

38

ENERGIES NOUVELLES « On ne peut se passer du nucléaire » prétend EDF pour justifier sa politique. Avant de faire un choix aussi dangereux, EDF et le gouvernement ont-ils pris en compte toutes les formes d'énergie ? Pour pouvoir répondre objectivement, venez vous informer à la journée « Energies nouvelles » organisée par le comité de défense contre la centrale de St Maurice-St Alban le dimanche 11 juin, salle des Craies (près du CES) à St Maurice l'Exil.

STAGE d'expérimentation de différents types d'expression à Grenoble du 10 au 18 juin. Animateur Etienne Delmas. Le week end, la journée et les jours de semaine de 19 h à 22 h. A l'A.P.P.S. rue Aimé Pupine.

AU SOLEIL DE L'AN 2000 « L'énergie dans la vie quotidienne » ou peut-on stopper le nucléaire sans retourner à la bougie ? Réunion débat le mardi 23 mai, 20 h 30, espace 600, maison de quartier, 95 galerie de l'Arlequin, 38 Villeneuve de Grenoble. Avec Michel Bosquet, l'UFC, la FRAPNA, l'ADTC, les Amis de la Terre.

42

SENSIBILISATION ET INFORMATION Sur les problèmes de l'environnement dans la région roannaise. Soyez sympas, envoyez-moi tous documents, affiches, tracts, posters, autocollants... sur les problèmes de nucléaire, solaire, marées noires notamment... (si possible, qqz petits dossiers). Eventuellement me contacter pour m'aider à mettre en place. Jean-Noël Bayard, 61 rue Victor Hugo, Mably 42300 Roanne.

AUTOROUTES Les Amis de la Terre et tous les écologistes de la Loire ne veulent pas des autoroutes B71 et A45. Nous voulons entreprendre un recours au conseil d'état. Si vous avez des documents ou une expérience de lutte dans ce domaine, veuillez nous le faire parvenir ou prendre contact avec : A.T. de St Etienne, commission autoroute, 15 rue Neyron 42000 St Etienne.

44

EXPOS JAPONAISES de Toshi et Iri Maruki les 22, 23, 24 mai au Centre Jean Mace, 90 rue du préfet Bonnefoy -Inauguration et conférence de presse le 22 mai à 20 h -Expo permanente les 23 et 24 mai -Débat et film en soirée les 23 et 24 mai à partir de 18 h : «Lutte antinucléaire au Pellerin» «La conservation des marais salants de Guérande» Présentés par Ecologie 44, 32 quai Malakoff, 44000 Nantes.

AIDEZ-NOUS A FAIRE LA FETE ! Association « On peut rêver » cherche location ou prêt de très grandes tentes ou parquets pour fête les 1&2 juillet. Donnez tous les tuyaux au 40 77 41 19 aux heures des repas.

ECHANGE MAISON RURALE 4/5 personnes contre similaire région Landivisiau. 2 ou 3 semaines juillet. Michel et Odile GOBIN, Le Breuil, 44650 LEGE.

46

LE POINT DES ELECTIONS Le 21 mai, forum de 10 à 13h commissions vers 17 h. Dans les environs de Cabrerets, fléchage à partir de la plage du village (soyez-y vers 9h30). Contact. A. T. 1 place de la liberté 46220 Prayssac. Tél. 364007 ou 364220.

49

PAYSANS ARTISANS CHANTEURS Et autres qui vous sentez concernés par l'écologie, ainsi que conférenciers, associations qui voudraient participer à la fête et foire écologique de Cholet, les 24 et 25 juin, prenez contact très vite avec François Barré «La lisière» 49660 Torfou. Tél. 62.27.36

50

UNE ALTERNATIVE AU NUCLEAIRE : LA SYNERGETIQUE Une conférence sur la synergetique aura lieu le 20 mai à 15 h, mairie de Cherbourg, avec la participation de M. René-Louis Vallée, ex-ingénieur du CEA. SEPED, 16 bis, rue Jouffroy 75017 Paris.

51

QUINZAINE ANTINUCLÉAIRE du 22 au 27 mai MJC le Flambeau, expo, montage diapo, débat le 24 plus des films, des débats, du théâtre... Pour tout contact : Duranton Michel 3 rue Aix la Chapelle, Reims. Tel: 07 35 60

52

SECTION LOCALE DE NATURE ET PROGRES un groupement d'achat de produits biologiques fonctionne déjà et des conférences sont prévues sur l'hygiène et la santé, l'agrobiologie... Contact : Michel Gousset, 52160 Auberive tél. (25) 86 21 94 Une visite de ferme et un débat sur l'agrobiologie auront lieu le samedi 20 mai dès 15 h rendez-vous devant la mairie d'Auberive.

54

WEEK END MAN Les 27 et 28 mai « Moyens d'expression et d'action » (théâtre, masques, radios-pirates, presse, ronéo, tracts, affiches). Renseignements MAN Nancy 54 rue de la Hache 54000 Nancy.

LA MJC des 3 maisons 12 rue de Fontenoy Nancy tél 35 80 52 Jeudi 18, musique progressive avec le groupe «Aurora» et le vendredi 26 mai, poésies et chansons Claude Collignon et Olivier Claré, du 6 au 9 juin, le théâtre de «Bulicom Rosineur» présente «l'affaire Schlumpf».

57

CINE Au Pax-ciné 35, 31 rue de Verdun, 57000 METZ: Plein de bons films!!! Au 68 62 68, un répondeur automatique confirme le programme de notre salle. Interrogez-le...

MIOSIQUE. Gousse d'ail le 27 mai à Willer/thur près de Mulhouse, le 29 à Behren, le 31 juin à Behren. Folk'oordination, le soleil dominerait, 26 rue du Wad billy, 57000 Metz.

58

TRAVAIL MANUEL URGENT. Cherche jeune homme courageux pour collaboration efficace dans petit élevage caprin en bio. Yolande Calori, Trois-Vèvres 58260 La Machine. Tél. (86) 58.40.96

59

THEATRE par l'Espace Rose des Vents: -19 mai, «le collier des ruses», Ahmed Essyad -25 et 26 mai, théâtre inédit -28 mai, variétés Renseignements : E.R.V. Quartier Hôtel de Ville, rue Van Gogh 59650 Villeneuve d'Ascq. Tél. (20) 91 38 35

60

POUR VIVRE L'ECO-SOCIETE, un jeune couple, 1 enfant, cherche à s'intégrer à un projet agro-artisanal de grande envergure et propose ses idées afin de l'élaborer ensemble. Compétences en agriculture biologique, besoin de contacts humains étroits préservant les valeurs essentielles. COUPE DE LAHOUGRAIS Didier et Evelyne appart. 1201, Fond-Robin, 60700 PONT-S-App. MAXENCE.

61

RASSEMBLEMENT A Alençon, centre ville, le 20 mai, rue au Sieur, organisé par le GRANV (expos de groupes, théâtre de rue, animation). Contact : Hervé Patricia, 20 rue du 14^e Hussard 61000 Alençon.

63

AMIS DE LA TERRE Ecologie 78 Clermont n'est plus, le groupe Amis de la Terre de Clermont s'est renforcé et a déposé ses statuts-association 1901. Une permanence sera assurée tous les mardis de 19 à 21 h, salle 236, ancien lycée Blaise Pascal. Les actions démarrent et tous ceux qui sont intéressés sont vivement priés de venir : étude du POS, énergies douces, table de presse, etc... Une réunion de coordination des différents groupes écologiques d'Auvergne est prévue pour le samedi 3 juin à 14 h 30, salle 236. Tous les groupes seront les bienvenus. Samedi 20 mai, 14 h, place de Jaude, rassemblement de tous les intéressés, à vélo, à pieds, en patins à roulettes ou sur les

mains pour une manifestation pacifique pour le vélo et contre la marée noire et la surconsommation.

64

BEE! vends 19 chèvres alp. cham. 2^e année lactation, mère excellent orig. INSCR. UPRA + bouc 4ans bonne origine. Nogué Licy ATHEREY 64560.

68

FESTIVAL FOLK et CHANSON. Samedi 27 mai de 14h à l'aube à SOULTZMATT (20km de Colmar) avec Duodénum, Brezovar, La Bande A Cabanel, F.Brumbi, Carlos, Kirjuhel, Machin, Colette Magny, Djamel Allam, Gwendal, Roger Siffer et Gousse D'Ail.

JEDEN SAMSTAG à 19H45 tous les vendredis et samedis. 101 MHz (FM-UKW), Radio Verte Fessenheim.

69

REPRESSION DES OBJECTEURS Le GARM se trouvera chaque jour du mardi 16 au vendredi 19 de 17 h 30 à 19 h devant le hall du progrès. Rendez-vous à 14 h 30 samedi 20 mai. GARM, 3 rue Diderot 69001 Lyon

71

MUSIQUE. Vendredi 19 à 21 H les «Humahuakis» donnent un concert au cinéma Tivoli de Charolles. La soirée est organisée au profit du groupe local d'Amnesty International. Une soirée de musique venue d'ailleurs, musique sans frontière.

AMOUREUX DE SON METIER 30 ans ancien dessinateur, 1 an et demi de menuiserie; ras le bol du travail massacré. Cherche employeur amoureux de son métier, mais ayant aussi des idées autres, capable de m'apporter une formation en ébénisterie (sculpture, restauration, tournage souhaités). Si possible campagne (Ain ou Saône et Loire). Ma femme cherche personne pouvant lui enseigner le remplissage et le cannage de sièges. Si possible environs de Cluny, Charolles, Macon. Yves et Jacqueline Seigneret, les Rethys, Germolles/Grosne 71630 Tramayes.

AGRICULTEUR BIO Cherche stagiaire, pour une durée de 6 à 8 mois, remplissant les conditions légales de stagiaire en entreprise. Ferme polyculture et élevage. Rémunération au SMIG. Nourri. Logé. Impératif départ du stage entre le 1^{er} et le 14 juillet. Gérard Ducet, Frontigny, Briant 71110 Marcigny. Tél. (85) 25.81.10

LA MAIN A LA PATE Entre vin et viande, Maconnais et Charollais, village accueillant n'aura bientôt plus de pain! Les deux boulangers prennent leur retraite et vendent leur fond. Cherchons rapidement acquéreur... Mairie de Buffières 71137 Tel: 85596136.

73

RASSEMBLEMENT A Maurienne, c'est la survie de la vallée qui prime. Pour montrer à P.U.K. que nous sommes déterminés à exiger des captations efficaces et la réparation des dégâts le Comité Anti-pollution-Vivre en Maurienne, organise un rassemblement populaire contre la pollution le 20 mai, avec plusieurs associations.

74

LE GROUPE REVOLUTION NON-VIOLENTE (MAN) organise une soirée avec la projection du film « Remparts d'argile » de J.-L. Bertucelli. Discussion possible sur les thèmes du film : non coopération, désobéissance civile, rôle de l'armée. Mardi 23 mai, salle Pierre Lamy, 20 h 30, participation 6 F. Permanence du groupe : tous les vendredis, de 19 à 20 h, 2 quai de l'Évêché Annecy.

ARGENTINE Une information, 6 heures sur l'Argentine est en préparation pour le 10 juin ainsi qu'une campagne d'affichage. A Annemasse également, une semaine écologique est annoncée pour les 24, 25, 26, et 27 mai (avec films, théâtre, expos, musique...). On dansera sur la place d'Annemasse, le samedi 27 mai.

ARGENTINE A Annemasse et dans la vallée de l'Arve plusieurs groupes veulent faire une action d'information à l'occasion de la coupe du monde. Une information, 6 heures sur l'Argentine, est en préparation pour le 1^{er} juin ainsi qu'une campagne d'affichage. ECOLOGIE ET SOCIETE FJT, CHATEAU-ROUGE 74100 ANNEMASSE.

75

PARIS ECHOS Feuille d'information des quartiers de Paris. Elle est ouverte à tous. Profitez en au service des groupes de quartier, elle doit à l'information de mieux circuler entre les groupes. Pour faire paraître quelque chose, faites parvenir à : Rémi Georget, 33 av. Bosquet tél. 705 82 19. Pour éditer dans de bonnes conditions et au moindre coût, on aurait besoin de pouvoir utiliser une machine à écrire à boule quelques minutes par semaine. Si vous pouvez disposer d'un matériel offset de petite taille, dites-le.

COUPE DU MONDE ET POUVOIR ARGENTIN Si quelque chose vous tracasse à ce

sujet, venez assister à la soirée de l'association Artisans du Monde. Un débat et un film sont prévus. Vous serez les bienvenus le jeudi 25 mai, 20 h 30 à l'UCJG, 14 rue de Trévis 75009 Paris. Participation du COBA et de l'association des parents et amis des Français disparus ou détenus en Argentine et en Uruguay. Artisans du monde, 20 rue Rochechouart 75009 Paris.

RENCONTRE. Construire l'Organisation Communiste de la Vie. Le mouvement existe, en Europe et aux USA; les bases rurales et urbaines existent à Berlin, Londres, Christiana ou en Ariège... mais pour l'instant tout le monde a peur de théoriser le déterminisme historique des revendications communistes d'après 1968. Tout le monde a honte d'afficher la part de rêve, d'utopie, dans une structure organisée de vie qui s'opposerait à tous les gestionnaires de la production capitaliste économique ou affective. Je n'ai, plus rien à perdre à te rencontrer. MARC SARACINO 584 48 68.

PARIS ECOLOGIE Organise une réunion sur le nucléaire le 23 mai à 20 h 30 au 7 rue de la Bienfaisance 75008 Paris, avec Yves Lenoir, J.P. Arfeuille, Christian Huglot.

76

COLLECTIF AUTOREDUCTION 15 x EDF Se réunira le jeudi 18 mai, 20 h 30, 102 rue St Hilaire 76000 Rouen, afin de se déterminer sur l'ouverture d'un compte bloqué (tout est prêt). La présence de tous est indispensable pour la suite à donner à cette action.

CANARD «Le groupe Alloz'enfants» existe depuis 1 an et demi sur le lycée des Bruyères à Rouen (lutte des femmes, écologie, briseries murs entre lycéens...). Le n° 6 vient de paraître, que ceux qui veulent le recevoir envoient 3F à JP Levaray, Tour Aubisque, 8e B, 76800 St Etienne du Rouvray.

77

FESTIVAL régional de Théâtre amateur qui aura lieu les : 26 et 27 mai de 20h30 à 22 H, et le 28 à 16h18 et 19 h. MJC, 44 allée de la justice 77190 Dammarie les Lys. Contact MJC de Dammarie les Lys. Tél 437 31 14.

TISSAGE-FILAGE à la Gage Ouverte, association menant la recherche vers une vie simple et saine et sur la non-violence. Initie au tissage et au filage dans un esprit communautaire. Ecrire Antonie Van Asarioni Barlonges. 77320 La Ferté Gaucher. Tel (1) 404 46 53.

78

ECOLOGIE. Oyez braves gens de Versailles et environs: le 20&21 mai, le GERV organise matériellement et non directement une promenade tranquille à vélo, vers Rambouillet (style caravane info...) rendez-vous 9h place d'arme Versailles. Amenez vos duvets et instruments de musique.

CLAN A SARTROUVILLE La maison pour tous de Sartroville et le comité local antinucléaire (CLAN) organisent le vendredi 26 mai à 20 h 30 la projection du film « Energie nucléaire, danger immédiat » suivie d'un débat au foyer municipal (quartier des Indes), 118 av. Georges Clémenceau 78 sartroville.

Ainsi que du 19 au 27 mai une exposition à la maison pour tous « Energie nucléaire, énergies nouvelles » (au 22 quai de Seine, Sartroville). Le CLAN se réunit tous les mercredis 21 h à la maison pour tous de Sartroville. Pour correspondance, 4 rue Championnet 78500 Sartroville.

80

CINE-LUTES C'est un ciné-club qui essaie de rompre la monotonie cinématographique en programmant des films « pas cons ». Voici son programme : - 25 et 26 mai : salle Louis Dewailly, 19 h 30, «Le voyage des comédiens». - 1^{er} juin, 18 h et 20 h 30, amphl Baudelo-

que, fac de sciences, 33 rue St Leu, et 2 juin, 18 et 20 h 30, salle Louis Dewailly, « La voix de son maître ». - 8 et 9 juin, 19 h, salle Louis Dewailly, « Le fond de l'air est rouge » de Chris Marker. Ciné-luttes, 4 rue des Archers 80000 Amiens.

82

CENTRALES NUCLEAIRES Réunion d'information le vendredi 19 mai 21 h, salle des fêtes de Castelsarrasin.

83

TRIANGLE Centre de psychologie antagoniste, développe en ce moment en France une technique de « renaissance pour adultes » d'après le travail de Dr Leboyer, fondée sur le ré-apprentissage d'une respiration primale. Outre cette technique, Triangle propose à ses adhérents un ensemble de moyens de déblocages corporels selon les principes de l'analyse relationnelle, en connexion avec les techniques traditionnelles du Tao tantrique. Pour tous renseignements sur l'association, s'adresser à Jean-Marie Brunel, le Bonaparte, rue Esprit Armand 83500 La Seyne/Mer. Tél. (94) 94.03.78.

86

FETE DE L'ECOLOGIE ET DE L'AUTOGESTION le dimanche 25 juin, après-midi, à

Sur le terrain

Poitiers. Groupes (éco, quartier, comité de lutte...) vous êtes invités à échanger avec nous. Joueurs, artistes et musiciens de tout poil venez faire la fête avec nous. Pour tout contact écrire à: Bernard Conseil, Convergence, BP71, 86002 POITIERS CEDEX. P.S. Il manque encore 2000F pour terminer de financer la campagne électorale (eh oui!). Chèques au nom de François Nicollau.

INTER COOPS CIRCAUDS Qui est intéressé par un départ collectif du centre-ouest pour la réunion inter-coops des Circauds. Ecrire ou venir chez Daniel Caniou, Le Fouilloux, Marçay 86370 Vivonne.

91

FESTIVAL de Rock Français qui s'intitule «Vite la Baignoire Débordée» de 14h à 2h du matin avec Higelin, Occibet, Edition Spéciale Dièsel, Skrijvania, Caste Ithemis, Contagion, Marc Casanova, Gutura. Le 20 Mai à Chilly Mazarin, parc du Château. Tel: 9090187.

ETAMPES AUTOREDUCTION. Le rassemblement pour la promotion de l'autoréduction 15% EDF diffuse des enveloppes ornées d'un slogan anti-nucléaire. Ces enveloppes seront envoyées au prix de 10F le cent. Règlement à l'ordre de Pascal Pinçon, Guinée A331, 91150 ETAMPES (CCP 34 257 57P, La Source).

92

4^e MARE NOIRE DEJA L'HABITUDE! Diapos, débat par les Amis de la Terre de Courbevoie-La Garenne, jeudi 18 mai, 20 h 30, MJC de Courbevoie, 184 Bd St Denis.

QUI DECIDE ET POUR QUI? Réunion-débat organisée par le comité d'information nucléaire de Colombes (CINC) et l'union locale des consommateurs (Que choisir?) le vendredi 26 mai, 20 h 30, au centre administratif de Colombes, 9 rue de la Liberté. On parlera tout spécialement du secret, des gaspillages et des dangers.

RENCONTRE A l'occasion de la sortie du dernier numéro d'Autrement centré sur les écoles parallèles. «Alors, on n'a pas école aujourd'hui?», le C.I.S. et L.A.N.E. organisent une rencontre entre les promoteurs d'expériences novatrices, représentant d'une part, les «écoles parallèles» et d'autre part les «écoles nouvelles». Le 26 et 27 mai à la Source, 11 rue Ernest Renan, Meudon-Belevue. Les débats ne seront ouverts au public que dans l'après-midi du Samedi 27 à partir de 14H30.

93

RENAUD le chanteur banlieusard, présenté à la MJC Orgemont, rue de la tête St Médard, Epinay sur Seine, le 27 mai 20H30, tour de chant suivi d'un débat sur les jeunes et l'identité culturelle des banlieues.

SANTE ET POLLUTION Le groupe écologique du Pré St Gervais organise une journée d'informations sur ces problèmes le 20 mai, salle J. Prévost, à la MJC du Pré, 21-23 rue Jacquemin (M^e Mairie ou porte des Lilas). Pour les adultes : à 15 h film suivi d'un débat avec des médecins. Pour les enfants : à 15 h film sur la protection de la nature suivi d'un goûter gratuit.

ANTINUCLEAIRE, Louis Puiseux vous parlera de l'énergie nucléaire avec le collectif antinucléaire, le jeudi 25 mai à 20 h au Foyer Protestant, 195 avenue Victor Hugo face à la mairie d'Aubervilliers.

94

ECOLOGIE TIERS MONDE forum organisé par nature et société avec le concours de A.T. de St Maur et L'UCODEP St Maur (SMEC), le 20 mai à partir de 14H30 à la MJC théâtre de la pie, 77 quai de la pie, St Maur des fossés. Renseignements Nature et Société, 37 av des falonniers esc. E 94210 La Varenne Tél. 885 8658.

L.A.S.N. pour la DEFENSE des ANIMAUX (BP 105, 94300 Vincennes) vient d'éditer deux nouveaux tracts. L'un dénonçant les corridas et autres spectacles tauromachiques. L'autre l'utilisation d'animaux dans les cirques, films, delphinariums, etc... On peut recevoir 30 de ces tracts contre 4F en timbres. La SNDA envoie toujours son impressionnant dépliant contre l'expérimentation animale («Quelles mains osent faire ça?»), au prix de 6F les vingts.

FILM A la demande de divers mvts militant sur Villejuif, il a été obtenu une salle pour projeter le film sur l'usine de retraitement de la Hague : «Condamné à Réussir». Le film sera projeté à la salle des fêtes de Villejuif, le jeudi 18 mai à 20H30 et sera suivi d'un débat.

95

CONFERENCE DEBAT: LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE. Organisée par le Comité de soutien à l'action engagée par les parents des enfants victimes de l'ependage aérien du 21 juin 1977 à Arnieul Magny en Vexin. Le 25 mai à 20H30 à la salle des fêtes de Magny en Vexin avec H. Tazieff, P. Samuel, C. Garnier (expert F.F.P.N.). Entrée gratuite.

50bis

LA LUTTE ANTINUCLEAIRE AU JAPON Expo le 17 mai à la salle des fêtes de Cherbourg de 10 à 12 h et de 15 à 24 h.



annonces

ARTISANAT : PHOTO, POTERIE, TISSAGE. Stages d'initiation organisés au sein d'un groupe communautaire où vous partagerez les plaisirs (contacts, ambiances) et les contraintes (pluches, ...).

D'esprit libertaire, nous sommes 6 de 24 à 32 ans et un enfant de 12 ans. Anciens militants syndicalistes dans nos emplois respectifs, nous avons voulu aller plus loin en expérimentant nos idées communautaires, pour montrer qu'une société avec des rapports humains et économiques différents est réalisable, même dans le système actuel. Nous avons choisi pour subsister économiquement le travail manuel artisanal.

Nous pratiquons le jardinage biologique et participons dans le cadre de la région, selon nos possibilités, à toute action anti-nucléaire.

Le prix des stages est de 250 F, ceux-ci durant 5 jours (du lundi au vendredi) ou s'étalant sur trois week-end hors saison. Le moniteur est présent 6 heures par jour à partir de 9 H.

L'hébergement et la nourriture sont assurés sur place. Prix : 20 F par jour (possibilité de demi-pension).

Se munir de duvets. Il est recommandé de verser 100 F d'arrhes à l'inscription. ADLAA, Le Haut Bourg de Crouettes 61 120 Vimoutiers (gares les plus proches : Argentan ou Lisieux).

« L'EXAMEN RADIOLOGIQUE N'EST PLUS OBLIGATOIRE POUR LE MARIAGE » Décret n° 78-396 du 17 mars 1978. Renseignements à L.A.P.R.I., 12 rue des noyers, Crisenoy 77390 Verneuil l'Etang

STAMMHEIM C'est sans Strasbourg (2 heures en voiture), on coordonne en Alsace un groupe régulier d'observateurs. Pour les candidats, téléphonez après 20 h au (88) 08.30.19 et demandez Betty ou écrivez à Jean de Barry, 22 rue de l'Abbé Hanauer 67100 Strasbourg.

POUR ARTISANAT OU ELEVAGE. A St Alban sous Sampzon, près de Vallon Pont d'Arc, maison en pierre, au centre du village, sur la place de l'église, 2 étages + grenier, cave et 1^{er} étage en voutes, eau, électricité et WC, balcon 1/2 m², possibilité d'élevage : cave aménagée. Prix : 60000 F à débattre. Adjemian René, 21 rue Foriel 26000 Valence.

TROUPEAU Nous vendons notre troupeau de 18 chèvres et 2 boucs, élevage rustique de montagne, ainsi qu'une anesse de trait, portage et monte, avec tout l'attelage. Pour détails, discuter des prix et facilités de paiement, écrire à Jean-Luc Bastos, Borce 64490 Bedous.

A. VIAL A écrit à la SEPNB (32 quai Malakoff 44000 Nantes) au sujet du GFA du Pellerin en mentionnant incomplètement son adresse; prière de reprendre contact afin de lui faire parvenir les documents demandés.

HELP! On constitue un dossier marée noire. Qui peut nous envoyer régulièrement des coupures de presse des journaux locaux (sauf Ouest-France). A envoyer à Pierre, GO/CNV BP 26 71800 La Clayette.

TOURISME DIFFERENT, l'Association pour la Promotion Sociale des Travailleurs, vous propose «En Vacances» de découvrir «La Bretagne des ouvriers, des paysans et des marins en pratiquant l'audio-visuel». Du 3 au 23 juillet, la petite commune finistérienne de St Thuriel (près de Concarneau) vous accueille. Contact A.P.S.T. 11, av. de Gros-Malhon Rennes 541006

CHANTIER, comme l'an passé, l'Action d'Urgence Internationale est particulièrement sensibilisée aux problèmes des catastrophes naturelles. Participez à cette démonstration de solidarité internationale en aidant au fonctionnement matériel de ces chantiers. Envoyez vos dons à Action d'Urgence Internationale-Reconstruction Frioul, 129 rue du Fg Polissonnière, 75009 Paris CCP Paris 1582017P.

PLONGEE SOUS MARINE. Plongeur sous-marin, passionné d'archéologie sous-marine et terrestre disponible pour personne et groupes qui partagent son intérêt. Jean-Claude Leboulch, La Baumetane, 13 680 Lançon.

« A LA BONNE HEURE » SUR TF1. Electricité et sécurité, le mardi 16 mai. Le vent du futur, le 17 mai. Entrez dans la danse, le jeudi 18 mai. Il y a quelque chose de banal dans le royaume du meuble, le vendredi 19 mai.

CONCERT «Mama Bea» tournée jurassienne - a Dôle le 17 mai, salle des fêtes à 21 H - Arbois, le 18 mai Salle des fêtes à 21 H - Lons le Saulnier, le 19 mai théâtre à 21 H Concert de soutien aux activités du MEL, 27 rue Perrin, 39000 Lons le Saulnier.

GRUPE D'ACTIONS ET D'INFORMATIONS PARALLELES Né le 8 mai de l'an de crasse 1978. L'objet du groupe est d'assurer de façon objective, et ce, par des moyens actifs, l'information à laquelle l'individu a droit. Le groupe organisera toute activité, animation, manifestation répondant à cet objectif. GAIP, 69 bis rue Gaston Torlet 59610 Fourmies. Tél. 60.29.57

PAUVRES BEBETES! La société nationale pour la défense des animaux (SNDA, BP 105 94300 Vincennes) vient d'éditer deux nouveaux tracts, l'un dénonçant les corridas et autres spectacles tauromachiques, l'autre, l'utilisation d'animaux dans les cirques, films, delphinariums, etc... On peut recevoir 30 de ces tracts contre 4 F en timbres. La SNDA envoie toujours son impressionnant dépliant contre l'expérimentation animale (« Quelles mains osent faire ça ? »), au prix de 6 F les 20.

UN AIR D'OZONE mensuel de la route. Aidez les- Didier Debrill, 8 rue des tanneurs 68100 Mulhouse.

AVEC SES TRIPES J'aimerais rencontrer des gens chouettes. Je suis un peu caché dans une vie où je survie. Si vous êtes cachés dans la région, montrez-vous un peu. Annie Monnier (31 ans), 24 place de l'église 01400 Châtillon/Ch.

TRAVAIL A LA FERME EN LOZERE Pour personne intéressée par l'élevage de chèvres. Nourrie, logée contre participation à tous travaux + petite rémunération éventuelle. De juin à septembre. Popovic Marie, Boissansfeuille 48170 Chateaufort de Randon. Tél. (66) 47.91.69.

CLOWNERIES, on organise deux stages «recherche sur le clown, recherche de son clown» à la campagne. - Du 24 au 30 juillet - Du 21 au 27 août 450 F tout compris sauf nourriture. Ecrire à «Fil à Plomb», 18 rue Claude Lorrain, 59000 Lille.

LE LIBERTAIRE nouvelle revue de synthèse anarchiste. Abonnement. 10 numéros 30F, CES 16 rue Jules Tellier 76600 Le Havre.

RENCONTRE Au centre de Tihange (Belgique) du 16 au 29 juillet 78. Session internationale d'été sur le thème : Désarmement et développement.

DIFFUSION SPECIAL GO.CNV. LA GO CHERCHE POUR CET ETE 2 PERSONNES POUR DIFFUSER LE JOURNAL DANS LES FÊTES, FOIRES, ETC. ET PARTICIPER A LA PROMOTION. Ecrire à JEAN-PAUL, GO-CNV, BP 26 71 800 LA CLAYETTE.

EMMAUS Camps Internationaux de travail. Ceux qui désirent une expérience de vie simple, de travail et de service, ensemble pour une remise en question de nos attitudes vis à vis de la misère et du gaspillage, peuvent venir travailler en liaison avec les communautés de chiffonniers d'Emmaüs pendant l'été 78 du 20 juin à la fin de septembre (âge minimum : 18 ans) Ecrire à Camps Internationaux de travail, opération Emmaüs jeunes, 9 rue Camille Desmoulins 19100 Brive

ailleurs

PRESSE BELGE «le coup de soleil» est un mensuel vers la coordination des groupes écologiques en Belgique son n. 8 est sorti, 10FB le numéro, 100FB l'abonnement. Contact Coup de soleil, chez Philippe Carton 10 grand roule 5201 Tihange. Belgique. Tel. 085-230498

VEZNEZ APPORTER LA CONTRADICTION aux réunions débats du Conservatoire National des Arts et Métiers 292 rue St Martin 75003 Paris, le 23 mai Amphi Y (effluents et déchets radioactifs), le 30 mai, amphi Y (radioéléments), le 6 juin, amphi Y (fusion). A 20H.

insurgés

22.7

Dominique Delande et Pierre Dumont, insoumis ONF passeront en procès le 19 mai à 19 heures 30 au palais de justice de Rouen. 4^eme chambre correctionnelle. Contact : D Delande Coavou Vildé Guingalan 22270 Jugon les Lacs.

28

Gérald Abt a été condamné à deux mois de prison avec sursis par le tribunal de Chartres pour insoumission ONF.

31

Dans le cadre de la riposte nationale des objecteurs insoumis face à la répression, les toulousains se sont regroupés : l'insoumission collective CLO Toulouse BP 3063 31025 Toulouse cedex.

33

Yves Bouquet passera devant le tribunal de Bordeaux pour désertion ONF le 25 mai à 14h. GRANUV Bordeaux 47 rue de la Devise 33000.

45

Robert Delrey a été condamné à 8 mois de prison avec sursis et 2000F d'amende à Montargis pour insoumission ONF.

49.44.35

Pour avoir renvoyé son livret militaire en soutien à Daniel Baudry, Alain Boucher a été condamné à 800 F d'amende et 3 ans de privation des droits civiques par le tribunal correctionnel de Nantes, le 13 janvier 78. Il a fait appel et passera devant la cour de Rennes le 7 juin prochain. Contact Dominique et Alain Boucher cité Bretagne A 161 49300 Cholet. Soutien financier CCP 4006 68 T Nantes.

53

Procès à Laval de Jacques Esnault, insoumis ONF et Claude Rabiller, renvoyeur de livret militaire, le 19 mai prochain. Réunion publique au foyer culturel de Laval le 18 mai à 20 h 30 rue du vieux Saint Louis. Grand pique-nique devant le tribunal à partir de midi.

59.62

Jean Claude Schricke qui avait participé à un renvoi collectif de huit livrets militaires le 14 janvier 78 à Lille en solidarité avec Philippe Ballenghien, insoumis à l'armée comparaitra devant le TGI d'Arras le 23 mai à 14h. Samedi 20 mai de 17h à 23h, six heures sur la désobéissance civile et les alternatives. Trois heures de forum et trois heures de fêtes avec le «Fil à plomb» et le groupe folk «La Gayole». Contact : Comité de soutien granv 187 rue d'Anhiers, frais-marais 59500 Douai Tel : 20 88 58 01.

86

Création d'un groupe FEDO à Poitiers pour les objecteurs de conscience : Antoine Chastenot et Véronique Chardon Résidence des grandes dunes 4 allée du Porc, entrée B A 20 86000 Poitiers.

88

Christian Janot et Michel Gaillard ont été condamné à 400 F d'amende et un mois de prison avec sursis chacun pour avoir renvoyé leur livret militaire. A cette occasion, dix autres livrets ont pris le chemin du ministère de la défense.

SOLDATS EN LUTTE

Le comité de soldats du 538 GTL LA Rochelle vient de faire paraître son numéro 3. Dans le cadre de la campagne pour le transport gratuit, le comité a écrit au Maire de La Rochelle M Crepeau, pour lui demander d'accorder la gratuité des transports sur la régie municipale des autobus.

Des appels du 1er RIMA jugent anormal de servir de main d'œuvre à bon marché pour ramasser le mazout sur les plages bretonnes. Ils estiment qu'ils n'ont pas à faire les frais de la course au profit et demande le SMIC pour tous les soldats et civils qui travaillent au nettoyage des plages.

Le collectif d'anciens engagés vient de sortir son bulletin N°4. Bien que son secrétariat ait été cambriolé on trouvera un sommaire un diagnostic sur la médecine militaire et un article sur la légion. Au cours du cambriolage 1200 signatures de dépôt de plainte ont disparu. Cette pétition qui doit servir à attaquer l'armée pour publicité mensongère sur les engagements est à demander au secrétariat national 1 rue Musselton 26100 Romans. Le collectif a plus de 5000F de dettes et cherche 600 abonnés pour s'auto-financer. Abonnement 36 F de soutien 50 F, chèque à l'ordre de Jean René Quillard au secrétariat national.

ENGAGE DESERTEUR Alain Hale, caporal-chef au 409 BCS de Dinan, est déserteur depuis le mois de février 77. Voici un extrait de sa lettre de démission au ministre de la défense :

Je suis d'abord entré au C.I.S. n°2 de Chateauroux pour 7 mois. Les trois premiers mois, basés sur une formation militaire (combat, armement, conscience militaire, règlement et discipline); ensuite 4 mois pour acquérir une formation professionnelle de mon choix (mécanique-auto). En fait aucun des 40 élèves du peloton n'a pu être satisfait; la formation militaire a continué et nous n'avons reçu que des bases de mécanique générale. A près 7 mois nous étions 2^e Classe, sans formation professionnelle, avec 270 F de solde mensuelle, et dans l'impossibilité de résilier notre contrat.

Pourquoi ai-je déserté? Après ces sept mois j'ai préparé un stage outre-mer à Fréjus : entraînement militaire, travaux d'entretien, corvées, informations «bidons» sur l'outre-mer... Puis je suis parti 2 ans à Djibouti, où j'ai pu exercer mon métier. Ce n'est pas l'armée qui me l'a appris, mais elle a profité de mes connaissances acquises dans une école civile. Il ne faut pas oublier non plus les interventions militaires réelles, de maintien de l'ordre avec la gendarmerie!

De retour en France le 1^{er} septembre, affecté au 409 BCS de Dinan, je déserte le 1^{er} février 77. Le but de mon acte de désertion est de dénoncer les abus de l'armée. Chaque année des milliers d'adolescents, trompés par la publicité mensongère de l'armée, signent (parfois dès 16 ans) des contrats de 3 ans et demi ou plus sans pouvoir le résilier par la suite. Personnellement, l'armée m'avait promis une formation professionnelle qu'elle n'a pas assumé. Une prime d'engagement de 7000,00 F que je n'ai pas eu. Malgré une lettre de démission adressée au ministre de la défense expliquant mon refus de l'armée et mes motifs de désertion, un mandat d'arrêt a été lancé contre moi. Seule l'armée se réserve de résilier les contrats pris avec elle.

Pour ces différentes raisons et pour dénoncer cette institution de la violence qu'est l'armée, je me déclare solidaire de toutes les autres luttes anti-militaristes (objecteurs, renvoyeurs de livrets, insoumis, comités de soldats, etc.).

L'armée est propagatrice de mensonges auprès des jeunes, école du crime, encourage l'armement et la militarisation, est un moyen de dépersonnalisation et d'asservissement. Pour rien au monde je ne reporterais l'uniforme militaire. Soutien d'Alain Hale : GRANUV de La Roche/Yon, 36bis rue des Sables 85000 La Roche/Yon.

Sur la route des Circauds

Depuis 1971, des sessions ont lieu aux Circauds ; particulièrement pendant les week ends et les vacances scolaires. A l'origine centrée sur la non-violence, la réflexion s'est élargie à l'écologie, les technologies douces, la désobéissance civile, les éducations, les femmes, la recherche sur le fonctionnement relationnel dans les groupes à travers la bio-énergie, etc...

Les Circauds c'est aussi un hameau où des enfants, des femmes et des hommes essaient de vivre ensemble un quotidien autre en recherchant des alternatives dans leurs relations aux autres et au milieu.

Ensemble, nous pouvons aller plus loin, au delà d'éventuels comportements militants qui souvent nous masquent. Cet été les thèmes de recherche proposés sont amples et diversifiés afin que chacun puisse y évoluer harmonieusement dans le sens de sa démarche personnelle.

Nous sommes là et ailleurs, vivant ensemble, afin que notre «projet» devienne une alternative crédible et possible...



JEAN CAILLON

ETE 78

- Le week end Christiania prévu pour le 21 mai est annulé.

Week-end coop bio, les 27 et 28 mai :

- Pourquoi les coop-bio marchent-elles si mal ?
- Y a-t-il des solutions plus valables que d'autres ?
- Y a-t-il des coops où les adhérents participent ?
- Y a-t-il un problème de statut !
- Problèmes de comptabilité, d'analyse des produits. etc...

Week-end plantes, les 27 et 28 mai :

cueillette, classification, propriété des plantes médicinales, stockage, séchage. Façon de s'en servir (infusions, décoctions, huiles, teintures...etc...). Avec la collaboration du journal «Le Pont».

Week-end rayonnements ionisants les 10 et 11 juin :

- Rayonnement ionisants
 - les examens radio
 - le code de déontologie médicale
- Avec la participation des membres de l'APRI.

Week-end danses folk les 24 et 25 juin :

- apprentissage de danses folk
- bal en soirée (le samedi) avec «les Thieux de Polots», groupe chalonnais plutôt du côté de la Bresse si vous voyez ce que je veux dire.

Les 7,8 et 9 juillet, rencontre N+1 :

Il y a plusieurs mois, la GO-CNV lançait l'idée d'écologie N+1. Cette proposition a rencontré des échos divers selon les groupes, les personnes, les régions. Qu'est-elle devenue dans ces groupes, là où se vit l'écologie ? Nous proposons de faire le point pendant trois jours sur la façon dont prend forme cette idée. Cette rencontre pourrait être suivie d'autres régionalement...

Du 10 au 14 juillet, rencontre femmes :

Au cours de cette rencontre entre femmes, nous pourrions aborder les thèmes suivants :

- Comment se situer par rapport aux mouvements femmes (venez avec l'expérience que vous vivez dans votre région...)
- Femmes et violence (la violence extérieure à nous même mais aussi et surtout notre propre violence, l'analyse de cette violence, de notre propre comportement face à elle).
- Expression libre (théâtre, musique, écriture, danse...etc...)

Ces trois thèmes ne sont pas limitatifs...

Une précision : les enfants sont bien sûr accueillis dans la mesure où vous n'avez pas pu trouver à les confier pendant ces quatre jours.

Du 17 au 31 juillet, «rencontre enfants/adultes» :

Vivre avec l'enfant. Vivre avec. Vivre ensemble. Aimer. Etre.

On choisit d'être disponibles plusieurs jours pour vivre une relation vraie, sans oeillères, pas tarée par l'ambiance habituelle école/travail. Des «enfants», des «adultes» sans âge, de tous âges, ensemble. Enfant seul, parent seul, famille, pépé, mémé, ...oui.

Et pourquoi s'arrêter à une session ?

Du 21 au 10 août, alternatives :

Pendant ces trois semaines, nous proposons des rencontres qui devraient permettre un échange, une information et une réflexion à partir des expériences d'alternatives énergétiques, économiques qui sont vécues çà et là par des groupes.

Une exposition permanente de matériel (solaire et divers) de photos, de tableaux permettant de faire le tour des réalisations actuelles, ou au moins de celles qui présentent une originalité. (autonomie énergétique, architecture bioclimatique, habitat collectif, autoconstruction).

2) Un échange et une réflexion entre les groupes réalisant ou ayant réalisé un projet différent.

- Quelles sont leurs difficultés ?
- Face aux marchands d'énergies nouvelles ?
- Face aux pouvoirs publics ?
- Face aux consommateurs ?
- Quel développement pour les énergies nouvelles ?

3) Une session d'information et de formation pratique pour ceux qui désirent commencer à connaître les possibilités des énergies nouvelles.

Les 12,13,14 et 15 août, folk, rencontre entre musiciens :

On n'est pas très à l'aise dans les festivals folk, pas dans notre contexte. On crève aussi de ne pas rencontrer profondément des tas d'autres musiciens, des tas de musiques, des tas d'instruments. On aimerait qu'après quatre jours d'intense folie musicale, on reparte la tête pleine d'airs, le coeur plein de gens, les doigts pleins d'envies à jouer encore et encore...

Trois bals sont prévus dans la région... Si on est 30... pas de problèmes de sono, de fatigue et de musiciens aux jambes fourmillantes.

Du 24 au 31 août, à nouveau rencontre «enfants/adultes» .

- Enfin, plusieurs stages de bio-énergie sont prévus cet été mais ils sont d'ores et déjà complets.

Pour vous inscrire, téléphonez au : (85) 25 82 89 ou mieux encore, écrivez nous :

«Centre de Rencontre les Circauds» Oyé
71610 St Julien de Civry

Vous serez hébergés aux «Circauds d'en haut». Le prix de journée (qui ne doit pas être un obstacle à votre venue) est de 30 F. 50 F le week-end.

- gargarisme n. m. (V. gargariser)

- gargariser (se) v. se rincer le fond de la bouche avec un liquide en rejetant l'air des poumons. Un gargarisme est un liquide pour se gargariser.



La croisée des mots

Le terrorisme, ça existe, bien sûr ! Mais ses formes spectaculaires nous cachent ses formes primordiales : le terrorisme du sens et celui des mots. Les deux articles ci-dessous, deux seulement pour une fois, essaient de déjouer leurs pièges. Ce n'est certainement pas simple...!

Liste verte

La révolution dans nos vies, c'est aussi une révolution de nos modes de pensée. Elle ne peut aller sans inventer de nouvelles stratégies intellectuelles, et au-delà : une autre logique. La liste verte est un façon d'orienter nos recherches dans ce sens. Une façon de boussole qui devrait nous éviter de récupérer les avenues toujours tentantes de l'idéologie actuelle et de retomber dans nos bonnes impasses. V. «liste Bleue».

Il s'agit de reconnaître les caractères communs des idées, concepts et intuitions qui nous ont aidés à un moment ou à un autre à débloquer notre vision de la réalité, nos discussions, nos décisions. On ne peut le faire sans matériel. La liste verte nous apparaîtra tout d'abord et fort malencontreusement comme un catalogue. Provisoire, critique mais inévitable. Ce qui compte, cependant, ce n'est pas le catalogue lui-même mais la façon dont on va s'en servir.

Prenons à titre d'exemple les notions de *drame*, *d'écart* et de *gratuité* qui ont été proposées ici même. Je suis tout prêt à convenir qu'elles sont insuffisantes, irritantes, qu'elles posent plus de problèmes qu'elles n'en résolvent. C'est même pour cela, si vous voulez

tout savoir, qu'elles me semblent intéressantes... Traitons les donc comme des figures fausses. Elles n'empêchent pas de raisonner juste. Les connaissant pour ainsi dire de l'intérieur, permettez que je témoigne des avantages qu'elles m'apportent :

1- Elles maintiennent ouverte la réflexion sans qu'on puisse à aucun moment retirer son épingle du jeu, se retrouver en posture d'accusé ou d'accusateur. Vous serez toujours tenté de dramatiser. Vous vous écartez toujours de la simplicité «naturelle». Vous aurez beau construire des systèmes étonnants, ils seront toujours gratuits. Sale coup pour ceux qui veulent avoir raison.

2- Accessibles au premier venu, à condition de larguer les concepts fétiches qui nous tiennent lieu de «pensée», chacun peut ensuite en conserver le rôle et cesser d'y recourir lorsqu'il voudra, ce qui n'est pas le cas des «idées» en vigueur, par lesquelles nous sommes toujours obligés de passer pour «comprendre» et nous faire comprendre. Elles permettent donc d'en finir avec l'autorité des maîtres à penser et avec celle, bien plus insidieuse, d'une pensée sans maître apparent mais qui n'en dirige pas moins notre discours dans un sens déterminé.

3- Leur mode de fonctionnement est fondamentalement non-violent. Ceci était déjà contenu dans les deux points précédents. A noter qu'elles désignent notre *rapport aux choses* et nous en laissent (pour nous en laisser) l'entière responsabilité, le risque, alors que la plupart des concepts que nous utilisons désignent les choses toujours extérieurement, d'une manière polémique, pour nous donner le beau rôle de taper dessus.

4- Elles offrent l'occasion d'une réconciliation des classes d'âge en mettant en avant ce que nous les uns et les autres avons de commun. En décrispant les vérités sur lesquelles chacun est tenté de s'établir, elles nous rendent un droit à l'erreur* hors duquel il n'y aura jamais qu'abus de pouvoir.

5- Elles nous permettent de nous interroger sur notre rapport à l'action et non plus seulement sur les urgences de l'action. Au lieu de nous angoisser sur ce qu'il faut faire, elles nous invitent à nous demander pourquoi nous avons besoin de le faire. Utile distanciation pour ne pas tomber dans les pièges du besognalisme.

6- Elles placent nos actions dans une perspective critique. Aucune vérité ne vaut qu'on s'identifie à elle jusqu'au sacrifice. Pas d'engagement irréversible !

7- Elles cassent le cadre classique des prises de position morales. Qui peut se vanter d'avoir toujours fait le bien ? Mais qui peut accuser les autres de n'avoir jamais voulu que le mal ? Ne dramatisons pas, nous sommes tous abonnés à l'écart...

Y-a-t-il un point parmi les sept ci-dessus, probablement incomplets et certainement mal rédigés, qui vous semble incompatible avec ce que nous attendons de l'écologie politique, de la non-violence et de la désobéissance civile ? Si c'est le cas, à vous de jouer. Mais vous avouerez implicitement, ce faisant, que le jeu en vaut la peine...

Au bout du compte, la liste verte, outil «vert» par excellence, pourrait, s'il était retenu, aussi bien désigner les *notions* qui nous semblent intéressantes que les *critères* qui nous paraissent valables pour le choix de nos nouveaux outils. Restons pour l'instant dans l'ambiguïté.

Gratuité

Ce que nous aimons doit toujours être mieux célébré ou défendu. Ce qu'il faut faire, il faut le faire toujours plus efficacement. Ce qui «existe», Dieu ou la structure fine des atomes, doit être toujours mieux connu et analysé... Bref, ce qui pour nous a «du sens» va toujours dans le même sens : demande toujours plus de travail*, de matériaux et d'énergie, toujours plus d'efforts, d'épreuves*, de preuves*.

L'aspect quantitatif de ce qui a du sens ne pouvait pas échapper longtemps à l'écologie politique. Celle-ci s'est donc lancée dans la critique d'une production et d'une consommation qui exigent toujours plus de travail, de matériaux, d'énergie, toujours plus de diplômes, toujours plus de surveillance, en montrant que l'environnement ne pouvait répondre à la demande et tous les dangers courus par les citoyens du fait des systèmes imaginés par un pouvoir de plus en plus inquiet.

Cette critique a désormais ses classiques, mais faute de rattacher ce qu'elle dénonce à ce qui fait que «ce qui a du sens» va toujours dans le même sens, elle ne peut qu'inverser la polarité de sens du *plus vers le moins*. Elle nous invite à en faire moins, elle nous assure que ce qui est petit est beau, mais

la façon dont nous donnons du sens aux choses et qui oriente toutes les classes sociales vers les mêmes gratifications n'est jamais mise en question. D'où, sa récupération facile par une nouvelle catégorie de gestionnaires et de technocrates mobilisés par les risques de pénurie. D'où, encore, l'accouchement laborieux d'une morale du minimum tout aussi contraignante que celle de l'abondance et qui n'a aucune chance d'être comprise par les classes sociales défavorisées.

La notion de gratuité dépasse cette perspective. Elle nous invite à prendre le contrôle de la façon dont nous avons jusqu'ici donné «du sens» aux choses : pour les comparer, les faire être *comme elles doivent*, les normaliser, et finalement les sacrifier (et nous) au sens qu'elles doivent avoir. Pouvons-nous penser les choses au-delà du plus et du moins ? Plus radicalement encore, elle nous invite à prendre en compte le fait que «le sens des choses» sera toujours de notre part *une création*, qu'elles en aient un dans l'absolu ou pas.

V. plus tard les deux articles *gratuité II* (figures de la gratuité) et *gratuité III* (politique de la gratuité). V. également à sens.

Lambert

Morale

Plus insidieuse que la loi la morale trouve en chacun de nous un valet soumis à ses diktats. Ses définitions sont nôtres, sa rigueur assombrit même parfois jusqu'à l'oeil du jouisseur le plus confirmé. C'est que des siècles d'asservissement idéologique et culturel en ont assis le pouvoir : le gendarme imbécile a depuis longtemps pris place dans nos têtes. Gens de droite et gens de gauche s'accordent à toujours mieux l'installer, effaçant les pâles divergences quant à son rôle au nom de l'urgence. Car en effet, pour les hommes de pouvoir, il y a toujours urgence à s'opposer au «Mal»... Le Mal, oeuvre du diable, ou qui sait ? du libre individu.

Les préceptes moraux ne sont pas issus du hasard, ils ont, bien évidemment, une signification politique. Nés d'une société, ou

d'une contre-société, ils visent à conduire l'homme loin des chemins interdits que fréquentent seuls quelques vagabonds de l'idée. L'histoire reconnaîtra pourtant plus tard que la quête de ces derniers visait un «par delà le bien et le mal» que, sans eux, elle aurait ignoré.

Une morale officielle ment. «Objectivement». A braquer l'attention des individus sur les «incidents» de la vie en société, elle met à l'abri, du même coup, l'idéologie qui la sous-tend. L'animal qui de son urine à délimité un territoire, ne peut guère se révolter face à la tempête qui en ravage l'ordonnance ; par contre, gare à l'intrus... L'être humain ne diffère pas : il n'a de colère que pour le gêneur et oublie les lointains pouvoirs qui organisent et gèrent son malheur et sa misère.

Philippe

Numéro spécial

Spécial
ORSEC-RADIATIONS

Bientôt en kiosque (20 pages, 5 F), un numéro spécial de la GO/CNV sur les plans Orsec-Radiations de Fessenheim, Bugey et Caorso (Italie). Sans doute en vente fin mai. Commandes groupées au journal. Prix réduits. Demandez Jean-Paul.

Librairie

Technique de la non-violence Lanza de Vasto.....	11,00 F
Le Guide du Militant Denis Langlois.....	12,50 F
Survivre à Seveso Scientifiques, militants journalistes italiens.....	25,00 F
Bien naître Michel Odent.....	27,00 F
Pour une naissance sans violence F. Leboyer.....	25,00 F
Agriculture biologique en France Lepape & Cadiou.....	30,00 F
L'objection de conscience Cattelain (Que sais-je).....	9,00 F
L'Héritage J.M. Muller (CNV 1977).....	4,00 F
Signification de la non-violence J.M. Muller (CNV 1977).....	4,00 F
Une non-violence politique M.A.N.....	8,00 F
Aspects technique, écologique, économique et politique de l'énergie nucléaire Y. Le Hénaff.....	8,00 F
Psychanalyse culturelle Claude Bastien.....	10,00 F
Armements mondiaux la menace nucléaire S.I.P.R.I.....	5,00 F
Les grévistes de la guerre Jean Toulat.....	25,00 F
Les trafics d'armes de la France C.L.I.C.A.N.....	20,00 F
La France Militarisée Brachet, Pons, Tachon.....	11,00 F
La Bombe ou la Vie Jean Toulat.....	25,00 F
Soumission à l'autorité Stanley Milgram.....	35,00 F
César Chavez, un combat non-violent J.M. Muller.....	48,00 F
Gandhi et la non-violence Suzanne Lasserre.....	14,00 F
Les Quatre Fléaux Lanza del Vasto (2 vol.).....	27,00 F
La force d'aimer Martin Luther King.....	25,00 F
Creys-Mailville, le dernier mot Conseil général de l'Isère.....	30,00 F
Le porte képi Jean-Paul Lambert.....	42,00 F
La deuxième porte à gauche Amis de la Terre du Nord.....	4,00 F
L'évangile de la non-violence J.M. Muller.....	39,00 F
Objecteur aujourd'hui Fedó.....	3,00 F
L'escroquerie nucléaire Cousteau (4 pages).....	0,50 F
Armée ou défense civile non-violente C.N.V. 75.....	6,00 F
Bataille d'Alger, bataille de l'homme De Bollardière.....	19,00 F

Toutes les commandes sont à adresser à :
GO/CNV (service librairie) BP 26 71800 La
Clayette.
Participation aux frais d'envoi selon possibilités.



Photo Gilles Klein

Les nouveaux négriers

la catastrophe de l'Amoco Cadiz
a été une nouvelle occasion
de fustiger les pavillons dits «de complaisance».
On comprend que le syndicat CGT
des marins en fasse son cheval de bataille.
Mais l'on s'étonne de voir le Gouvernement
pointer lui aussi un doigt accusateur,
lorsqu'on sait qu'il profite depuis longtemps
des avantages financiers offerts par
les pavillons du Liberia ou de Panama...

Grandes compagnies et pays riches utilisent généralement des bateaux modernes et des équipages qualifiés qui appartiennent à une de leurs filiales. Ceci leur permet de payer moins d'impôts ou de diminuer les charges salariales.

Des pays plus petits, grâce à des compagnies souvent «bidon» exploitent des navires d'occasion, achetés à crédit et emploient des équipages de différentes nationalités sous-payés. Ces deux aspects de la complaisance sont bien illustrés le premier par l'Amoco Cadiz et le second par quelques récents exemples en France.

En février, à Nantes, le grec «Eleférios» a été bloqué lors d'une escale à Bordeaux où il avait abandonné 14 marins qui réclamaient un salaire impayé depuis plusieurs mois. St Nazaire, en avril de cette même année, a vu arriver un minéralier dont l'équipage était composé de membres de 10 nationalités différentes. Sa mâture endommagée le privait de ses feux de position réglementaire et il n'avait pas de radio. De plus, son commandant fut inculpé pour pollution à la suite d'un déversement de fuel dans les eaux portuaires. On pourrait également parler du «Doryphore», grec lui aussi, saisi en 1974 à Dunkerque et qui attend toujours son prochain départ. Le «Felicity», quant à lui, a été arraisonné il y a quelques semaines par la Marine Nationale : il circulait à contre sens dans le couloir de navigation qui longe la pointe de la Bretagne à l'entrée de la Manche ! Agé de plus de trente ans un de ses moteurs ne marchait plus et ses gilets de sauvetage étaient déchirés !

Le 30 mars dernier, le cargo chypriote «Athens way» s'apprete à quitter le port du Havre : les lamaneurs* sur le quai sont prêts à enlever les amarres, des remorqueurs attendent les ordres. Ce bateau est chargé de 7500 tonnes de pièces détachées venant de l'usine Renault. La Régie Nationale des usines Renault, premier exportateur français, lutte à sa manière contre les pavillons de complaisance... les marins descendent sur le quai et déclenchent une grève. Aujourd'hui, les 16 membres de l'équipage gréviste sont toujours là. Le bateau aussi... le pavillon de Chypre installé à l'arrière commence à se déchirer. Le 6 avril les officiers et le commandant ont abandonné le bord sous les yeux de la télévision régionale. Le propriétaire, la Soriano Shipping - Cie de Nicosie, filiale de l'Athenian Star, Cie grecque - n'avait pas encore payé le bateau qui a été saisi à la demande des créanciers.

C'est un membre de l'équipage de nationalité mauricienne qui a déclenché le mouvement : «Cela fait cinq ans que je navigue et je n'ai jamais revu ma famille depuis. Nous demandons le paiement de nos salaires impayés depuis le mois de décembre alors que nous touchons trois fois moins que ne l'indiquent les accords internationaux. A bord il n'y a ni télévision, ni bibliothèque. Les exercices de sauvetage ne sont pas faits régulièrement alors que l'équipage est insuffisant pour la taille du bateau. La nourriture est de mauvaise qualité. A bord, 5 nationalités sont représentées : libanaise, turque, grecque égyptienne et pakistanaise. Pour voir un médecin il faut l'autorisation du commandant qui ne l'accorde pas toujours. Depuis 15 jours les vivres sont épuisés

et c'est le syndicat CGT qui nous ravitaille. Depuis 18 mois que je suis à bord je n'ai toujours pas eu de vacances et après plus d'un mois de grève nous n'avons toujours aucune nouvelle de l'armateur. Chacun peut témoigner de l'exploitation et des pressions que nous subissons en cas de résistance. Nous avons téléphoné à la femme du steward, en Grèce : la Compagnie lui a dit que son mari était un agitateur anarcho-communiste, etc... Nous ferons la grève de la faim s'il le faut, mais nous ne céderons pas...».

Rien d'étonnant à ce que les cinq principaux pavillons de complaisance (Libéria, Panama, Chypre, Singapour et la Grèce) représentent 75% des pertes de navires en 1977.

Drôle d'accident

Le Samedi 6 mai, le minéralier français «Roseline» quitte le port d'Immingham sur la côte Nord-Est de la grande Bretagne à 4 heures du matin. A 12 H 50, alors que le commandant est resté sur la passerelle en raison du brouillard qui limite la visibilité, un navire venant en sens inverse est repéré sur le radar. Alors qu'ils vont se croiser, l'homme de barre voit soudain la silhouette d'un pétrolier qui passe devant en travers de sa route : le choc est inévitable. «Nous avons mis en arrière toute et la barre à droite, mais il était trop tard» me raconte le commandant français. «Nous l'avons littéralement

coupé en deux, l'avant s'est soulevé puis s'est détaché. Vingt minutes plus tard il coulait».

L'«Eleni V», pétrolier grec, venait de finir sa trop longue carrière commencée en 1958. Il contenait 12000 tonnes de pétrole dont 8000 tonnes sont restées à flot dans la partie arrière qui a pu être remorquée jusqu'à Rotterdam. L'avant a entraîné par le fond les 4000 autres tonnes à proximité des stations balnéaires de Lowescrof et Yarmouth, au moment même où le gouvernement britannique annonçait que toute crainte de marée noire était écartée. Comme en Bretagne, on a sorti les seaux et les pelles et un député conservateur a accusé les responsables d'avoir saboté les opérations par leur lenteur à intervenir : les marées noires se suivent et se ressemblent et nos amis d'Outre Manche ne semblent guère plus efficaces que le Plan Polmar.

Ce n'est pas le grand spectacle, c'est une marée noire comme il s'en produit presque chaque jour dans le monde, mille tonnes par ci, milles tonnes par là, pas de quoi faire la Une des journaux. Le pauvre Pierre Bellemare n'aura même pas l'occasion d'intervenir.

Notons au passage que l'équipage grec avait tous ses bagages lorsqu'il a été recueilli dans des embarcations dont les moteurs ne marchaient pas... les bagages étaient-ils prêts avant l'accident ? Pourquoi le pétrolier a-t-il viré au dernier moment, au mépris de la réglementation internationale de circulation maritime. Un vieux bateau bien assuré par le fond vaudrait-il mieux qu'une épave à flot ?!

Tout n'est pas blanc dans l'unanimité contre la complaisance. Les 39 membres de l'équipage de l'«Eleni V», grecs et égyptiens, n'ont pas été mieux traités que les travailleurs immigrés dans certains foyers français... ils nous ont déclaré avoir du dormir par terre, avec peu de nourriture pendant que le minéralier qui les avait abordé faisait route vers le Havre où il les a déposés le dimanche soir.

Certains verraient sans doute d'un bon oeil le relèvement des conditions minimales de sécurité ou d'état concernant les navires marchands. Ceci permettrait providentiellement de limiter l'expansion éventuelle de la flotte des pays du Tiers-Monde qui n'ont pas les moyens des pays riches. D'autant plus que la crise du transport maritime est actuellement importante en raison du nombre trop important de bateaux. Rappelez vous que l'Olympic Bravery qui s'est échoué sur les côtes bretonnes était construit pour un pays de complaisance et qu'il s'en allait directement du chantier en Norvège jusqu'à un parking à bateaux. Encore un naufrage survenu bien à propos ! Par ailleurs, les chantiers français continuent de construire et de réparer les dits bateaux de complaisance.

Brest va mettre en service, à la demande de beaucoup de bretons, une cale de réparation pour les pétroliers de 550000 tonnes : pas très logique quand on demande la fin des marées noires et l'éloignement des routes maritimes.

Rien n'est donc réglé d'autant plus que le Libéria et le syndicat des armateurs américains de complaisance attaquent et menacent de faire des procès contre les syndicats de marins qui immobilisent les bateaux pour faire payer les armateurs...

Au Havre l'«Athens way» et son équipage attendent toujours de revoir leur salaire et leurs pays respectifs...

Gilles Klein

Le groupe Poséidon souhaite apporter un appui direct et financier aux marins grévistes. Il lance donc un appel à la solidarité avec ces hommes isolés, démunis qui n'hésitent pas à engager ce combat inégal en sachant les difficultés qu'ils auront pour retrouver un autre embarquement après cette affaire. Envoyez vos chèques avec la mention solidarité «Athens way» à Poséidon, 10 rue Pierre Faure, 76600 Le Havre. La complaisance ce n'est pas seulement les marées noires, les accidents mais aussi des hommes aussi dignes d'intérêt que les oiseaux mazoutés...

*Lamaneur : spécialiste du pilotage dans les ports.